

Numéro 142 - 10 décembre 2016

**Journée internationale des droits de l'homme**

**Tous les êtres humains ont des droits du fait qu'ils sont humains**

- PCC(M-L) -



**Journée internationale des droits de l'homme**

- Tous les êtres humains ont des droits du fait qu'ils sont humains - PCC(M-L)
- Le communisme et les droits humains - *Hardial Bains*
- Fiche d'information: La Déclaration universelle des droits de l'homme

**Opposons-nous à l'agression du Canada contre la Syrie**

- Non à l'intervention en Syrie au nom de la responsabilité de protéger! - PCC(M-L)
- La promotion de «Casques blancs» à des fins ignobles - *Enver Villamizar*

**La consultocratie des temps modernes du gouvernement Trudeau**

- Un programme réactionnaire pour «réinventer le gouvernement» - *Sam Heaton*

**L'approbation du projet de Kinder Morgan et de la canalisation 3 d'Enbridge**

- L'émergence de deux Canadas très distincts et différents - *Philip Fernandez*
- Le cirque autour des oléoducs pétroliers - *K.C. Adams*
- Des actions de masse contre Kinder Morgan

### **Le legs de Barack Obama**

- Obama fait du monde entier une cible d'attaques des forces des opérations spéciales

### **Développements sur la péninsule coréenne**

- La présidente Park est destituée et des millions de Coréens réclament sa démission
- Le peuple dit « c'est assez » et réclame un changement - *Entrevue avec H.P. Chung, porte-parole du Comité 6.15 canadien*
- Déclaration des ressortissants coréens aux États-Unis et au Canada pour la démission de l'administration Park
- Des actions au Canada en appui au peuple coréen
- La RPDC rejette l'injuste tentative de l'isoler et de violer les droits humains de ses citoyens

---

### **Journée internationale des droits de l'homme**

**Tous les êtres humains ont des droits du fait  
qu'ils sont humains**

**- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) se joint aux millions d'hommes et de femmes qui observent aujourd'hui 10 décembre la Journée internationale des droits de l'homme et qui luttent pour la réalisation de ces droits à tous les jours.

La Journée internationale des droits de l'homme est importante non pas seulement à cause de l'importance de protéger les droits humains, mais surtout parce qu'aujourd'hui il y a un besoin pressant que les peuples du monde entier, tous les êtres humains, s'unissent dans un commun effort pour réclamer les droits qui leur appartiennent du fait qu'ils sont des êtres humains. La plus grande unité possible à l'échelle internationale est un des plus grands idéaux de tous les mouvements pour l'émancipation sociale et nationale. Le but du communisme demeure la création d'une Internationale qui englobe l'ensemble du « genre humain », comme le dit le glorieux chant de la classe ouvrière internationale.



Nous marquons la Journée internationale des droits de l'homme 2016 à l'heure où l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a enclenché une recrudescence de sentiments de haine et de vengeance anticomunistes, racistes et homophobes. La mort du leader du peuple cubain et ami des peuples du monde, Fidel Castro, a été l'occasion pour le président élu et ses partisans au Canada de répandre mensonges et infamies contre le communisme d'une manière qui rappelle la conquête de l'Allemagne puis de l'Europe par le fascisme nazi au siècle dernier, qui s'est faite par la persécution des minorités et des communistes au nom d'idéaux supérieurs. Loin de montrer que le communisme est l'ennemi des droits humains, le désespoir des forces de la réaction expose le fait que c'est leur système qui a laissé tomber les peuples du monde et qui aujourd'hui recourt à la torture, à l'agression et à des atrocités de toutes sortes au

nom de la défense des droits.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et des anciennes démocraties populaires en 1989-1990, les puissances impérialistes ont établi leur propre définition des droits humains et s'en servent pour justifier l'agression contre des pays souverains pour les contraindre à changer leur régime et à se soumettre à leur hégémonie. Elles autorisent même la torture et d'autres violations extrêmes des droits humains sous prétexte de défendre les droits humains. Le 21 novembre 1990, l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE)[1], qui regroupe les pays d'Europe, les États-Unis et le Canada, a adopté la *Charte de Paris* pour une nouvelle Europe qui déclare que les pays qui n'adhèrent pas à l'économie de marché, à leur définition de la démocratie basée sur un système multipartite et sur les droits de l'homme qui ne tolère aucune interprétation qui remet en cause ce que les grandes puissances appellent leurs intérêts nationaux, ne doivent pas être tolérés. Le feu vert était ainsi donné aux impérialistes pour soumettre aux sanctions, à l'invasion et aux crimes de toutes sortes les pays qu'ils ne considèrent pas comme démocratiques.

Comme par le passé, les communistes sont aux premiers rangs de la lutte pour les droits humains. Ils se joignent à toutes les victimes de la persécution et de la discrimination et s'engagent à continuer de lutter pour les droits humains. Les communistes définissent les droits comme quelque chose qui appartient à tous les êtres humains du fait de leur humanité. En tant que droits, ils ne peuvent être accordés ou retirés. Ils ne peuvent être perdus ou cédés. Il s'agit aujourd'hui de conquérir la garantie qu'aucune loi ou aucun acte d'un gouvernement ou de forces quelconques ne les annule.



Les communistes défendent la définition la plus large possible des droits humains, sans préjugé,



sans intentions malveillantes et sans considérations idéologiques et politiques étroites. Seule une définition aussi large peut permettre aux peuples de progresser. Plusieurs catégories de droits ont surgi en raison de l'évolution de la civilisation humaine, y compris des droits qui opposent diamétralement les classes sociales, mais aucun droit n'est supérieur aux droits humains, à ces droits qui appartiennent à tous du fait qu'ils sont humains. Ces droits sont apparus dans le cours de l'humanisation de l'environnement social et humain, des grandes batailles de l'humain pour briser les chaînes qui l'asservissaient aux caprices de la nature et de la société.

La lutte pour l'affirmation des droits humains au fil des âges nous montre que ce sont les conditions existantes à chaque période qui déterminent si les droits humains sont reconnus ou pas par la société. Il n'est pas acceptable que des États et leurs gouvernements violent impunément les droits humains en invoquant différents motifs de façon intéressée. D'ici à ce que les droits humains soient reconnus comme appartenant à chacun du fait de son humanité et non plus comme une simple catégorie juridique qui accepte les conditions qui privent les êtres humains de la possibilité de s'épanouir en tant qu'êtres humains, les droits humains ne seront pas reconnus dans le vrai sens du mot. Les systèmes économiques et politiques des pays qui forment le système impérialiste d'États ne favorisent pas le plein épanouissement de l'être humain. Dans des pays comme les États-Unis et le Canada, il y a des élites qui ont plus de droits que les autres, notamment le droit de décider de choses fondamentales comme qui peut avoir la citoyenneté et qui peut jouir de droits civils, sans parler des décisions concernant la vie et la mort, la guerre et la paix.



Beaucoup de confusion est créée sur la question des droits de l'homme. En fait, plus un pays est fort du point de vue militaire, plus il dicte au monde qu'il a plus de droits que les autres. La vie a démontré maintes et maintes fois que les pays qui ont la force militaire comme les États-Unis ne défendent pas objectivement les droits humains. Quand les droits humains assument la forme d'une propagande utilisée pour intimider et envahir d'autres pays, il y a quelque chose qui ne va pas du tout.

D'autre part, on ne peut faire fi de la violation grossière des droits humains que constitue le fait de priver des populations entières de quoi se nourrir, se loger et se vêtir tout juste parce qu'elles sont pauvres, sans parler de leur donner plein accès aux services de santé, à l'éducation et à la culture. La question des droits humains ne peut être comprise pleinement que dans le contexte des conditions de la société. L'affirmation des droits humains existe dans la forme d'une lutte pour changer les conditions qui privent les êtres humains de la jouissance de leurs droits.

Cependant, les êtres humains ne peuvent pas affirmer leurs droits humains quand leur société est perpétuellement menacée par une autre. En d'autres mots, il y a réciprocité entre la situation intérieure et extérieure et la politique intérieure et extérieure. Un pays comme les États-Unis, connu pour ses atteintes aux droits humains dans le monde, ne saurait être très respectueux des droits humains de ses propres citoyens. Dans le cas de Cuba, par contre, qui a fait l'objet de calomnies et de médisances par la campagne réactionnaire de



propagande anticomuniste qui l'accuse de violation des droits humains, ce sont la menace à son indépendance et à sa souveraineté par les États-Unis et leur blocus qui limitent l'exercice des droits humains, pas le gouvernement cubain. Si les États-Unis parvenaient à renverser le gouvernement cubain, c'en serait fini de toutes les réalisations du peuple cubain au chapitre de la réalisation des droits. Il suffit de voir l'horrible situation créée dans les pays que les États-Unis ont « libérés » pour s'en convaincre et c'est la raison pour laquelle le peuple cubain défend son gouvernement au prix de sa vie.

Le plein épanouissement des droits humains est impossible sans réunir les conditions favorables. Le principal obstacle à l'élimination des conditions hostiles à la croissance des droits humains est l'action des pays qui se définissent comme champions des droits humains, comme les États-Unis, et qui lient la cause des droits humains à l'avancement de leurs propres intérêts dans le monde. Pour que s'épanouissent les droits humains de tous les êtres humains, il faut retirer cet obstacle. Des pays comme Cuba qui ont jusqu'à présent réalisé tant de choses sur le plan des droits humains n'auront aucune difficulté à obtenir des résultats encore meilleurs et à donner l'exemple au monde encore, une fois ces obstacles éliminés.

Le PCC(M-L) saisit l'occasion pour saluer les peuples du monde qui luttent pour les droits humains et s'engage à poursuivre cette lutte au Canada et à l'échelle internationale.

### **Note**

1. L'OCDE a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECD) créée en 1948 sous la présidence de Robert Marjolin de France pour aider à l'administration du Plan Marshall après la Deuxième Guerre mondiale. Son rôle était de distribuer l'aide financière américaine et de veiller à la mise en oeuvre des programmes économiques pour la reconstruction de l'Europe et, de concert avec l'OTAN, de veiller à ce que l'Europe de l'Ouest ne devienne pas communiste.

En janvier 1960, une résolution a été adoptée à l'effet de créer un organisme pour s'occuper de problèmes économiques européens et atlantiques mais aussi de formuler des politiques d'aide aux pays en développement. Cette organisation reconstituée ferait des États-Unis et du Canada, qui avaient déjà statut d'observateur dans l'OECD, des membres à part entière. Elle entreprit immédiatement d'obtenir l'adhésion du Japon.

En 2003, l'OCDE a établi le critère suivant pour devenir membre : « communauté de vues », « avantage mutuel », « considérations globales » et « acteur principal ».



---

## **Le communisme et les droits humains**

**- Hardial Bains -**

*Le 27 mars 1995, Hardial Bains, le dirigeant du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) jusqu'à sa mort en 1997, est intervenu au Séminaire international sur le communisme et les droits humains à Toronto. L'article qui suit est basé sur sa présentation.*

\* \* \*



**Hardial Bains s'adressant au Séminaire international sur le communisme et les droits humains, Toronto, 27 mars 1995**

Un des domaines les plus importantes où la lutte idéologique a éclaté est celui des droits humains. La bourgeoisie du monde entier crie sur tous les toits que le communisme viole les droits humains. Il est même suggéré que le communisme à cause de sa qualité propre est l'ennemi des droits humains. Le communisme et les droits humains, disent ses détracteurs, sont comme le pétrole et l'eau. Les deux ne se mélangent pas.



Est-il exact que le communisme viole les droits humains et que le communisme et les droits humains sont des ennemis naturels ? C'est bien sûr faux. Le communisme est la condition de l'émancipation complète de la classe ouvrière, une condition de l'émancipation de l'humanité tout entière. Comment se peut-il que le communisme qui est la condition de l'émancipation complète de la classe ouvrière puisse violer les droits humains ?

La définition moderne des droits humains stipule que tous les êtres humains ont des droits de par leur humanité. Puis il y a des êtres humains qui ont des droits en raison de leur condition propre, comme les femmes du fait qu'elles sont femmes ou les personnes handicapées en raison de leur condition concrète objective, ou encore les minorités nationales, linguistiques, religieuses et les autres minorités en raison aussi de leur réalité concrète objective.

Le communisme, dans son expression moderne, présente la collectivité des droits comme la condition fondamentale de la défense de tous les droits, qu'ils soient inaliénables et appartiennent à tous du fait que tous sont des êtres humains ou qu'ils leur appartiennent en raison des conditions concrètes objectives. Si, en tant que nation ou pays au sens collectif, tous ne jouissent pas de la collectivité de leurs droits, comment peuvent-ils jouir des autres droits ? Les États-Unis attaquent la collectivité des droits de Cuba en criant leur indignation sur l'absence de droits humains dans ce pays. La Corée du Nord et beaucoup d'autres pays, comme l'Iran, sont menacés pour les mêmes raisons.

Selon le *Larousse*, « collectif » signifie : « 1. Qui concerne un ensemble de personnes, qui est le



fait d'un groupe. 2. Ling. Nom qui exprime une idée de groupe, comme foule, troupe, rangée, etc. » Et « collectivité » signifie : « 1. Groupe d'individus habitant un même pays, une même agglomération, ou simplement ayant des intérêts communs. Les communes et les départements. Collectivités publiques, nom générique recouvrant l'État, les collectivités locales, les établissements publics. Collectivisme : système économique visant à la mise en commun des moyens de production. »

La collectivité des droits, comme « collectivité du sol » ou « collectivité de la richesse sociale » ou une « autorité politique omnipotente et centralisée » est quelque chose qui existe et doit appartenir à tous. Quelles qualités doit avoir une personne pour avoir droit à la collectivité des droits ? Le fait d'être un être humain est la seule qualité. C'est la définition la plus large que l'on puisse lui donner puisque cela comprend tout le monde sans exception en raison de leur humanité. Non seulement le communisme reconnaît-il ces droits en pratique, comme allant de soi, mais il lutte pour cette définition quelles que soient les conditions et les circonstances. Peut-on dire alors que le communisme et les droits humains se repoussent mutuellement ?

La bourgeoisie donne une définition extrêmement étriquée des droits humains. Selon les fondateurs des États-Unis, ces droits appartiennent à l'« aristocratie naturelle », c'est-à-dire à ceux qui excellent sur le marché capitaliste. Éliminer le marché capitaliste par la socialisation des moyens de production est considéré par la bourgeoisie comme une « atteinte aux droits humains ». C'est pourquoi elle prêche et exige, notamment par la force des armes, que tous les pays du monde adoptent le système capitaliste et gardent « leurs portes ouvertes » aux grandes puissances pour qu'elles viennent y faire ce qu'elles veulent.

Les communistes mettent au premier plan la collectivité des droits pour la simple raison qu'il est nécessaire d'harmoniser les droits de l'individu avec l'intérêt général du collectif et les droits de l'individu et du collectif avec le bien-être général de la société. Les droits individuels ou collectifs ou le bien-être général de la société ne signifient rien si l'on ne défend pas d'abord la collectivité des droits. Comment la bourgeoisie peut-elle prétendre défendre les droits humains si elle exige la négation de la collectivité des droits ? Les communistes luttent par principe pour la création d'un corps politique fondé sur la collectivité des droits. Ils considèrent la collectivité des droits comme une garantie que les droits de l'individu et du collectif et l'intérêt général de la société soient respectés. Seule la collectivité des droits permet de coordonner et de subordonner tous les droits à l'ouverture de la voie au progrès de la société.



Il faut que tous les combattants pour le communisme et les droits humains discutent et débattent de ces questions d'importance vitale pour le progrès de la société dans les conditions d'aujourd'hui.



## Fiche d'information

# La Déclaration universelle des droits de l'homme

Dans une fiche d'information des Nations unies publiée à l'occasion du 50e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme le 10 décembre 1948, il est souligné que cette déclaration a été une des premières réalisations majeures de l'ONU qui continue d'avoir un impact considérable sur la vie des gens partout dans le monde. « C'était la première fois qu'une organisation internationale adoptait un document considéré comme ayant une valeur universelle. C'était aussi la première fois que les droits de l'homme et les libertés fondamentales étaient énoncées de façon aussi détaillée. La Déclaration a obtenu un large appui lorsqu'elle a été adoptée. »

L'adoption de la Déclaration universelle découlait en grande partie du puissant désir de paix au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Bien que les 58 États membres qui constituaient alors les Nations unies différaient par leurs idéologies, systèmes politiques, valeurs religieuses et traditions culturelles et connaissaient des modes de développement socio-économique différents, la Déclaration universelle des droits de l'homme a représenté une déclaration commune des buts et aspirations - une vision du monde telle que la communauté internationale souhaitait qu'il fût.

La Déclaration universelle a été traduite dans plus de 200 langues et reste le document relatif aux droits humains le plus connu et le plus souvent cité dans le monde, est-il souligné dans la fiche d'information des Nations unies. La rédaction et l'adoption de la déclaration a été « une tâche longue et ardue » :

Lorsqu'elle a été créée en 1946, la Commission des droits de l'homme des Nations unies était composée de 18 États membres. Au cours de sa première session, le principal point inscrit à son ordre du jour était la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Commission a constitué un comité de rédaction qui s'est consacré exclusivement à l'élaboration du projet de Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le Comité de rédaction comprenait huit personnes originaires de l'Australie, du Chili, de la Chine, de la France, du Liban, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations unies, sous la conduite de John Humphrey, rédigea l'avant-projet (400 pages) qui devait servir de document de travail de base du Comité.

Durant les deux années qu'a duré l'élaboration de la Déclaration universelle, les membres du Comité de rédaction ont toujours maintenu un terrain d'entente et un objectif commun : le respect des libertés et des droits fondamentaux. Malgré leurs divergences de vues sur certaines questions, ils décidèrent d'inclure dans le document les principes de la non-discrimination, des droits civils et politiques, et des droits économiques et sociaux. Ils décidèrent aussi que la Déclaration devait être universelle. »

Le 10 décembre 1948, au Palais de Chaillot, à Paris, les 58 États membres de l'Assemblée générale des Nations unies ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, avec 48 voix pour et huit abstentions. (Deux pays n'étaient pas présents lors du vote). » L'Assemblée générale a proclamé la Déclaration « comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société... s'efforcent... de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives... la reconnaissance et l'application universelles et effectives.



Il est expliqué dans cette fiche d'information que :

Bien que la Déclaration, qui comprend un large éventail de droits, ne soit pas un instrument ayant force obligatoire, elle a inspiré plus de 60 instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui, ensemble, constituent les normes internationales en matière de droits de l'homme. Ces instruments comprennent le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui sont tous deux des instruments ayant force obligatoire. Avec la Déclaration universelle, ces deux instruments constituent la Charte internationale des droits de l'homme.

La Déclaration reconnaît que la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde et est liée à la reconnaissance des droits fondamentaux auxquels chaque être humain aspire, à savoir le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ; le droit à un niveau de vie suffisant ; devant la persécution, le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays ; le droit à la propriété ; le droit à la liberté d'opinion et d'expression ; le droit à l'éducation, à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; et le droit en vertu duquel nul ne peut être soumis à la torture et aux traitements dégradants, entre autres choses. Ce sont des droits inhérents que doivent exercer tous les être humains du village planétaire - les femmes et les enfants, ainsi que tout groupe de la société, défavorisé ou non, et non des « cadeaux » qui peuvent être retirés, retenus ou accordés selon le bon vouloir ou la fantaisie de quelqu'un.

Les droits énoncés dans la Déclaration et les deux Pactes ont été explicités davantage dans des instruments juridiques tels que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui déclare délit punissable par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui prévoit des mesures devant être prises en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique, l'éducation, l'emploi, la santé, le mariage et la famille ; et la Convention relative aux droits de l'enfant, qui énonce des garanties en ce qui concerne les droits fondamentaux de l'enfant.

Puis, en 1989-1990, l'Union soviétique s'est effondrée, entraînant avec elle les régimes de l'Est de l'Europe et mettant fin à la division bipolaire du monde. En 1991, les États-Unis, le Canada, les grandes puissances de la vieille Europe et les pays de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont adopté la Charte de Paris qui stipule que tous les pays du monde doivent avoir des économies de marché et se conformer à leur définition de la démocratie fondée sur le multipartisme et des droits de l'homme qui reposent sur leur opposition à toute interprétation qui porte atteinte à ce que ces puissances appellent leurs intérêts nationaux. Depuis les années 1990, l'ordre du jour des droits de l'homme a été manipulé par les États-Unis et les pays qui ont signé la Charte de Paris, ce qui a jeté le discrédit sur le droit et les pactes internationaux relatifs aux droits humains.

À la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne (Autriche) en juin 1993, 171 pays ont réitéré que les droits de l'homme sont universels, indissociables et interdépendants et réaffirmé leur adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils ont adopté la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, qui « énoncent le nouveau cadre de planification, de dialogue et de coopération en vue de permettre une approche intégrée de la promotion des droits de l'homme et la participation des acteurs aux niveaux local, national et international ».



**Session de l'Assemblée générale des Nations unies au cours de laquelle la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée, le 10 décembre 1948**

Dans la conclusion de la fiche d'information des Nations unies sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est indiqué :

Depuis la création de l'Organisation des Nations unies, la promotion et la protection des droits de l'homme occupent une place centrale dans ses travaux. L'Article premier de la Charte des Nations unies fait référence à la promotion et au respect des droits de l'homme, ainsi qu'à la création d'une Commission pour la promotion des droits de l'homme, mentionnée à l'Article 68. Au fil des ans, l'Organisation a créé toute une série de mécanismes chargés de surveiller les violations des droits de l'homme.

Des mécanismes conventionnels (organes créés en vertu d'instruments internationaux) et des mécanismes non conventionnels (Rapporteurs spéciaux des Nations unies, représentants spéciaux, experts et groupes de travail) ont été créés en vue de surveiller l'application par les États parties des différents instruments relatifs aux droits de l'homme et d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme. Au cours des dernières années, un certain nombre de bureaux extérieurs ont été ouverts à la demande des gouvernements, notamment, pour aider à mettre en place les institutions nationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme et à mener des campagnes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

Des problèmes restent à résoudre, malgré les nombreux progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme. Nombreux sont ceux dans la communauté internationale qui considèrent que les droits de l'homme, la démocratie et le développement sont indissociablement liés. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion du développement économique et social passent obligatoirement par le respect des droits de l'homme. Le monde demeure en proie à des incidents liés à la haine ethnique et à des actes de génocide. Des gens sont encore victimes d'attitudes xénophobes et de la discrimination fondée sur la religion ou le sexe et sont victimes d'exclusion. Dans le monde, des millions d'êtres humains demeurent privés d'aliments, d'abri, de l'accès aux soins médicaux, d'éducation et de travail et trop nombreux sont ceux qui vivent dans

l'extrême pauvreté. Leur humanité et leur dignité inhérentes ne sont pas reconnues.

L'avenir des droits de l'homme dépend de nous. Nous devons tous agir lorsque les droits de l'homme sont violés. Tant les États que les individus doivent assumer leurs responsabilités aux fins de la réalisation et de la protection efficace des droits de l'homme.

*(La fiche d'information a été publiée par le Département de l'information des Nations unies DPI/1937 /A-décembre 1997)*



---

## **Opposons-nous à l'agression du Canada contre la Syrie**

# **Non à l'intervention en Syrie au nom de la responsabilité de protéger!**

**- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne la résolution qui a été adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 9 décembre pour justifier une intervention militaire en Syrie.[1] La résolution a été préparée à l'initiative du Canada et invoque la « responsabilité de protéger » qui incombe aux autorités syriennes, utilisant le langage dont le Canada a été le pionnier dans les années 1990 pour justifier l'agression par l'alliance militaire de l'OTAN dominée par les États-Unis. L'ambassadrice des États-Unis Samantha Power a dit que la résolution adoptée visait « à dire clairement à la Russie et à Assad d'arrêter le carnage. Il s'agit d'un vote qui défend les principes fondamentaux sur la façon dont les États doivent se comporter, même lors d'une guerre. C'est un vote qui réclame d'urgence de la nourriture, des médicaments et de la sécurité pour la population de l'est d'Alep qui en est totalement dépourvue. »

Le représentant du Canada, Marc-André Blanchard, a déclaré avec un cynisme sans pareil que « si rien n'est fait, la ville pourrait devenir un 'cimetière géant' ». Le représentant de l'Union européenne a promis que l'UE « agira rapidement, conformément aux procédures établies, pour imposer de nouvelles mesures contre la Syrie, en particulier les individus et les entités qui soutiennent le régime ».

Incapables d'utiliser le Conseil de sécurité de l'ONU pour faire adopter la proposition de l'OTAN d'instituer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, les impérialistes ont maintenant recours à des manœuvres pour utiliser des forces au sol pour établir des poches de territoire hors du contrôle des autorités syriennes qu'ils appellent des « corridors humanitaires ». La résolution dans ce sens ouvre la porte à l'agression impérialiste advenant que les grandes puissances décident que le gouvernement syrien ne respecte pas sa « responsabilité de protéger ».

La résolution fait à plusieurs reprises référence au « droit international sur les droits de l'homme », mais les États-Unis et leurs alliés ne reconnaissent plus les définitions que les Nations unies ont adoptées dans le sillage de la Deuxième Guerre mondiale, notamment la définition de l'agression qui est enchâssée dans les procès de Nuremberg et la définition des droits humains



énoncée par la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Les puissances impérialistes ont détruit le droit international qui a été établi suite à la victoire de l'humanité sur le nazi-fascisme. Même à l'intérieur de ce droit international, les puissances impérialistes ont commis des agressions pendant tout le XXe siècle, mais maintenant qu'ils sont incapables d'atteindre le consensus au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a été établi pour traiter des questions de la guerre et de la paix, les pays de l'OTAN se sont armés de définitions intéressées comme la « responsabilité de protéger » et la « conviction responsable ». C'est ainsi qu'est officiellement appuyé le recours aux pouvoirs policiers internationalement contre ceux qui sont considérés comme des cibles, des ennemis, des États voyous, des violateurs des droits humains, etc. Le fait de tenter maintenant de légitimer cette pratique par le biais de l'Assemblée générale de l'ONU est réellement une trahison.

La résolution présentée par le Canada repose sur la fraude parce qu'elle parle de la nécessité de l'ingérence étrangère pour assurer l'aide humanitaire urgente au moment où des dizaines de milliers de Syriens vivant à Alep sont en train d'être évacués des secteurs qu'occupaient auparavant des groupes terroristes, dont ceux qui sont financés par les États-Unis, le Canada et d'autres pays et qui ont pour mission de renverser le gouvernement Assad. Le 8 décembre, l'armée arabe syrienne a suspendu toute opération militaire dans le secteur est d'Alep afin d'évacuer 8000 civils. Le 10 décembre, on a rapporté que plus de 20 000 personnes sont sorties des secteurs qui avaient été assiégés auparavant et que 1217 combattants antigouvernementaux se sont rendus. Les récits de Syriens au sujet des conditions brutales qu'ils ont vécues pendant des années sous le joug des escadrons de la mort appuyés par les États-Unis à Alep commencent à sortir au grand jour. Les autorités syriennes disent avoir libéré 93 % du territoire d'Alep.

La résolution canadienne semble être une tentative désespérée d'empêcher que le terrible conflit en Syrie prenne fin. Le fait de sanctionner la violation de la souveraineté de la Syrie au nom du droit humanitaire international et de la Charte de l'ONU ne peut être considéré autrement que comme un geste criminel de la part du Canada.



L'ambassadeur de la Syrie à l'ONU, Bashar Ja'afari, a critiqué la délégation canadienne et ses partenaires pour leur atteinte à la souveraineté de la Syrie en tenant cette session sans consulter la délégation syrienne. Il a dit que la résolution est contraire à la Charte de l'ONU. « Avant de convoquer cette réunion et de soumettre le projet de résolution, la délégation canadienne et ses partenaires auraient dû entendre les récits déchirants des Syriens vivant à Alep sur les crimes des organisations terroristes. » Il a noté que la mesure ne dissuadera pas le gouvernement syrien et ses alliés de combattre le

terrorisme et a juré que tout Alep sera bientôt libérée. « Je désire dire aux États qui parrainent le terrorisme à Alep que l'armée syrienne a jusqu'à présent libéré 93 % des secteurs que détenaient les terroristes dans cette ville et que leurs aventures sanguinaires en sont à leurs derniers jours. » Il a conclu son intervention en disant qu'en votant contre la résolution, les États membres indiqueraient leur rejet de l'exploitation de l'ONU et de « la négociation du sang des Syriens ».

Le PCC(M-L) appelle tous les gens épris de paix à s'opposer à toute tentative de l'OTAN d'entrer en Syrie et à tout engagement du Canada à envoyer des forces spéciales. L'appui officiel que donnent le Parti libéral et le NPD aux doctrines de la responsabilité de protéger et de la conviction responsable pour accomplir des objectifs de guerre doit être dénoncé.



## Note

1. La résolution a été adoptée par un vote de 122 à 13 et 36 pays se sont abstenus. La résolution « enjoint également à toutes les parties de prendre toutes les mesures voulues pour protéger les civils et les personnes hors de combat, y compris les membres des communautés ethniques, religieuses et confessionnelles ». Elle affirme que « c'est aux autorités syriennes qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger la population du pays », ce qui prépare le terrain à une agression advenant qu'il soit déclaré que les autorités syriennes ont manqué à leur responsabilité.

La résolution requiert que le secrétaire général des Nations unies fasse rapport de sa mise en oeuvre dans les 45 jours suivant son adoption, ou d'ici le 23 janvier. À ce moment-là, un nouveau secrétaire général sera en poste (à partir du 1er janvier) de même qu'un nouveau président des États-Unis (à partir du 20 janvier). La résolution canadienne a été présentée avant l'élection américaine et les libéraux de Justin Trudeau ont pris l'initiative d'autres complots anti-syriens. Du 11 au 13 novembre, le gouvernement canadien a été l'hôte d'une rencontre à Mont-Tremblant au Québec qui a réuni des représentants de gouvernement et de groupes qui cherchent à renverser le gouvernement syrien.[2] Le ministre de la défense Harjit Sajjan a mentionné le 1er décembre la possibilité d'une intervention du Canada en Syrie dans l'avenir et le gouvernement a annoncé le 6 décembre qu'il était en train de dépenser des millions de dollars pour parrainer un groupe peu reluisant qui s'est lui-même donné le nom de « Défense civile de la Syrie ».

2. Lire à ce sujet « [Le Canada tient une rencontre internationale sur la Syrie](#) » dans le numéro du 3 décembre 2016 du *Marxiste-Léniniste*.



---

## La promotion de «Casques blancs» à des fins ignobles

- Enver Villamizar -



Le 6 décembre, le gouvernement du Canada a annoncé une contribution de 4,5 millions \$ au groupe des « Casques blancs ». Le gouvernement Trudeau a pris ce groupe « Défense civile de Syrie » sous son aile dans le cadre du programme « d'établissement de la paix » du Canada en Syrie. Ces fonds seront versés par l'intermédiaire du « Programme pour la stabilisation et les opérations de paix ». Le même jour, Stéphane Dion, ministre des Affaires étrangères, et Howard Drake, haut-commissaire du Royaume-Uni au Canada, ont annoncé que six événements publics se tiendraient au Canada du 7 au 13 décembre avec des personnalités associées à ce groupe.

La tournée coïncide avec la Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre, et elle utilise des phrases sur les droits humains pour justifier la guerre et l'agression. Les « Casques

blancs » font en fait partie des forces spéciales privées de l'impérialisme sur le front civil. Ils renforcent l'objectif du changement de régime en Syrie, notamment en agissant comme auxiliaires pour les groupes armés hostiles au gouvernement qui sont financés par les impérialistes que le Canada appuie.[1]

Les « Casques blancs » ont été créés en 2013 par James Le Mesurier, un entrepreneur militaire britannique privé, conseiller au Foreign Office et ancien officier du renseignement militaire, au moment où les États-Unis et la Grande-Bretagne finançaient des individus choisis dans les territoires aux mains des rebelles en Syrie pour aller en Turquie suivre une formation en « opérations de sauvetage » en Turquie.

L'organisation Casques blancs est soutenue par la fondation créée par Le Mesurier appelée Mayday Rescue qui opère à partir des Pays-Bas, de Dubaï, de la Jordanie et de la Turquie. Selon le département d'État américain, le groupe a reçu au moins 23 millions \$ du gouvernement américain mais le Foreign Office britannique serait son plus grand bailleur de fonds.



Le groupe opère exclusivement dans les régions qui demeurent sous le contrôle des groupes armés qui refusent de participer à un règlement politique du conflit en Syrie. Les fonds du Canada serviront à aider le groupe à « recruter des bénévoles », surtout des femmes. Des événements faisant partie de la tournée ont déjà eu lieu à Ottawa, Montréal et Toronto les 7, 8 et 9 décembre respectivement. Deux autres événements se tiennent à Winnipeg au Musée canadien pour les droits de la personne le 11 décembre et à Vancouver à l'Université de la Colombie-Britannique.

À ces rencontres, un documentaire produit par Netflix faisant la promotion du groupe est projeté et parmi les panellistes annoncés on compte :

- Raed Saleh, « le chef des Casques blancs et président de la Défense civile syrienne », un groupe non reconnu qui ne fait pas partie de l'Organisation Internationale de Protection Civile. On dit que Saleh se déplace illégalement entre la Turquie et la Syrie ;
- Farouq Habib, « le directeur de programme (Syrie) pour la Fondation Mayday Rescue », une fondation basée aux Pays-Bas, financée par la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Allemagne, le Japon, les États-Unis et d'autres pays. Habib a participé aux efforts soutenus par les États-Unis pour renverser le gouvernement syrien dans la ville de Homs jusqu'en 2013 et travaille maintenant en Turquie ; et
- James Le Mesurier, « le fondateur et directeur de Mayday Rescue », qui, selon sa biographie officielle sur le site de Mayday Rescue, « a passé 20 années à travailler dans les États fragiles comme membre du personnel des Nations unies, comme consultant pour des entreprises privées et pour le ministère des Affaires étrangères britannique et du Commonwealth et comme officier de l'armée britannique. Il a travaillé en particulier à des activités de stabilisation par le biais de programmes de sécurité et à des programmes de démocratisation. »

Les libéraux de Justin Trudeau au Canada enfreignent le principe moderne qui veut que la responsabilité commence chez soi. Les gouvernements doivent tout d'abord reconnaître et garantir

les droits de leur propre peuple. La reconnaissance des droits comprend le principe le principe et le droit de tous les peuples du monde à leur souveraineté et à vivre en paix sans être menacés de guerre ni soumis à un changement de régime. Il est inacceptable d'utiliser des droits humains et les droits des femmes comme prétextes pour promouvoir l'agression et la guerre comme le font le gouvernement Trudeau et les autres partis politiques du Parlement, en collaboration avec le gouvernement britannique.

Le même jour où au Canada était lancée cette tournée, un représentant des « Casques blancs » déclarait ceci devant la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen : « Nous avons besoin d'une zone d'exclusion aérienne, appuyée par la protection civile. Nous l'avons demandé il y a deux ans et malheureusement, personne n'a répondu à notre appel. Nous demandons donc aujourd'hui un corridor humanitaire [*un autre euphémisme pour une intervention militaire--ndlr*] pour envoyer une aide humanitaire afin d'aider les civils et des avions pour livrer l'aide. »

Les impérialistes se lamentent continuellement sur la situation des droits humains partout dans le monde et créent des organisations « non gouvernementales » de défense des droits humains pour faire de la propagande contre les pays qu'ils veulent attaquer, comme la Syrie, la Russie, la Chine, la République Démocratique Populaire de Corée, le Venezuela et d'autres pays dans toute l'Asie, l'Afrique, l'Amérique centrale et du Sud. et les Caraïbes. Cette désinformation organisée par l'État sur les droits humains vise à démobiliser les peuples des États-Unis et du Canada et leur mouvement pour un gouvernement antiguerre et de défense des droits de tous. L'élite au pouvoir veut que les gens acceptent passivement l'ingérence dans les affaires souveraines des autres pays, pouvant aller jusqu'aux guerres prédatrices interimpérialistes.



Ainsi, le 1er décembre, lors de son témoignage devant le Comité de la défense nationale de la Chambre des communes, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan a évoqué à nouveau la possibilité d'un rôle de combat du Canada en Syrie. « Nos efforts sont actuellement en Irak. Si la situation en Syrie change, nous allons évaluer la situation sur la base de consultations avec nos alliés. Toutefois, en ce moment nous n'avons pas l'intention d'intervenir en Syrie. »

Dans les années 1990, l'alliance militaire de l'OTAN dirigée par les États-Unis a dénoncé avec force le gouvernement de l'ancienne Yougoslavie et mené une campagne implacable contre lui en préparation des bombardements et du démembrement de l'État yougoslave. Après la destruction et le démembrement de la Yougoslavie, les impérialistes américains ont construit leur plus grande base militaire à l'étranger sur le territoire conquis du Kosovo, qui sert maintenant de point d'appui pour intervenir dans toute l'Europe, l'Asie occidentale et l'Afrique du Nord.

Au nom des droits humains, les impérialistes américains ont imposé des sanctions paralysantes à l'Irak pendant une décennie, ont ensuite envahi et occupé le pays, renversé son gouvernement et démantelé ses institutions. Lorsqu'interrogée en 1996 à l'émission *60 Minutes* sur ces sanctions qui ont causé la mort de plus de 500 000 enfants irakiens, la secrétaire d'État des États-Unis, Madeleine Albright, a répondu à la question : « Est-ce que ce prix en vaut la peine ? », en disant « Je pense qu'il s'agit d'un choix très difficile. Mais le prix--nous pensons que le prix en vaut la peine. »

Le front impérialiste menée par les États-Unis a également mené une campagne de relations

publiques brutale contre le gouvernement de Kadhafi en Libye et a finalement attaqué et détruit la Libye, laissant le pays en ruine et sans un État viable. Au sujet du renversement violent de Mouammar Kadhafi, la secrétaire d'État de guerre des États-Unis et candidate pour devenir la présidente de guerre, Hillary Clinton, a déclaré de façon ignoble : « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. »

Les guerres militaires et mercenaires actuelles menées par les États-Unis en Iraq, en Afghanistan, en Somalie, au Soudan, au Yémen et en Syrie, les énormes renforcements militaires en Asie-Pacifique, au Japon, en Corée du sud et aux Philippines et aux frontières de la Russie par l'OTAN sont tous accompagnés d'incessantes campagnes sur les droits humains dans les pays ciblés.

Les Canadiens doivent rejeter ces campagnes de relations publiques organisées par l'État qui utilise la question des droits humains pour promouvoir la guerre et l'agression. Ils doivent insister sur le fait que la reconnaissance et la garantie des droits commencent chez soi. L'argument d'un manque de droits où que ce soit dans le monde, surtout quand il est fondé sur des positions idéologiques profondément réactionnaires, ne peut servir d'excuse pour nier aux peuples du monde leur droit de vivre en paix et de développer leurs pays sur la base de leurs propres forces, libres de l'ingérence des grandes puissances. Les Canadiens veulent que leur gouvernement joue un rôle honorable dans les affaires internationales reposant sur la neutralité positive et qu'il contribue ainsi aux efforts qui visent à trouver un règlement politique aux différends entre et parmi les peuples et les pays au lieu de chercher des solutions militaires. Les Canadiens veulent que leur gouvernement affirme les droits de tous au pays comme contribution à la cause des droits humains au niveau international.

Les Canadiens devraient rejeter avec mépris l'utilisation que font les libéraux de Justin Trudeau de la Journée internationale des droits de l'homme dans le but de soutenir les forces mercenaires dans une tentative désespérée de prolonger le conflit en Syrie. S'opposer aux ingérences dans les affaires de la Syrie est une question capitale pour les peuples du monde. Les manoeuvres des impérialistes pour décider de l'avenir des pays et de leurs peuples pour servir leur propre édification d'empire, que ce soit en Syrie, en Irak, en Libye, en Haïti, à Cuba ou dans tout autre pays sont précisément ce qui a entraîné les violations les plus abominables des droits humains des peuples du monde.

## Note

1. *LML* Numéro 127 - 5 octobre 2016.

2. Selon un article de *Men's Journal*, Le Mesurier était membre des Gilets verts royaux, l'équivalent au Royaume-Uni des Rangers de l'armée américaine. Il a été déployé en Irlande du Nord et au Kosovo. L'article mentionne qu'il est également entraîneur privé en matière de sécurité. « Il a formé plusieurs milliers de citoyens pour qu'ils deviennent la force de protection sur le terrain des champs pétrolifères et gaziers pour le compte des Émirats arabes unis, faisant la conception de l'infrastructure de sécurité d'Abu Dhabi - tout depuis la montée du niveau des océans jusqu'aux soulèvements politiques, tous les problèmes auxquels vous ne pensez jamais, alors vous êtes assis avec des futurologues à New York à parler de ce que le monde va avoir l'air dans 30 ans - et il a été chargé de la sécurité de la Coupe du Golfe de 2010 au Yémen, un tournoi régional de soccer qui s'est tenu dans un climat de crainte d'un soulèvement potentiel d'Al Qaeda. »

En 2013, « avec l'aide d'une équipe d'intervention d'élite en cas de désastres naturels en Turquie, AKUT, et d'un financement de 300 000 \$ du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis, il a lancé



le premier cours de sept jours de la SCD (Défense civile syrienne) pour enseigner à 25 Syriens approuvés. Qui les a approuvés et sur la base de quel critère n'est évidemment pas connu. L'article mentionne aussi que Le Mesurier ne met pas les pieds en Syrie « car il craint que sa présence dans le pays en compagnie de son équipe compromettrait son intégrité locale ».

---

## La consultocratie des temps modernes du gouvernement Trudeau

### Un programme réactionnaire pour «réinventer le gouvernement»

- Sam Heaton -



**Démonstration des consultations bidons sur le projet d'oléoduc Kinder Morgan à Victoria le 13 août 2016. Le gouvernement Trudeau vient maintenant d'approuver le projet malgré la très grande opposition.**

Les libéraux sont en difficultés avec leur promesse électorale de « rétablir la confiance dans le gouvernement » en « consultant les Canadiens et les Canadiennes », partie de leur plateforme pour le « vrai changement ». Après les nombreux rebondissements du projet de réforme électorale, pour beaucoup de Canadiens la décision annoncée le 29 novembre d'approuver l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan et le projet de canalisation 3 d'Enbridge en dépit de l'opposition exprimée par les résidents des territoires touchés et des utilisateurs des eaux concernées et par les Premières Nations, est la goutte qui a fait déborder le vase. Elle prouve que, comme son prédécesseur, le gouvernement Trudeau a pour programme de payer les riches et d'attaquer les droits des travailleurs et des communautés.

En un peu plus d'un an après la formation d'un gouvernement majoritaire, les libéraux ont lancé pas moins de 430 consultations sur tout et sur rien. Les consultations qui ont le plus défrayé les manchettes, celles sur la réforme électorale, la défense, la sécurité, l'agriculture, le service postal et les accords commerciaux, sont maintenant terminées ou le seront avant la fin de l'année.

Mais l'obsession des libéraux avec les consultations n'est pas seulement l'affaire d'imposer de façon démonstrative un processus frauduleux qui n'exprime pas en réalité la volonté du peuple ni de simplement donner l'apparence d'être à l'écoute, ouverts et transparents. Non, l'accent sur la consultation fait partie du programme réactionnaire du parti libéral et des oligopoles pour « réinventer le gouvernement » et changer le rapport entre les citoyens, la gouvernance et les prises de décision.

Malgré la prétention de donner à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes la possibilité de commenter les politiques gouvernementales via Twitter, des formulaires en ligne, des rencontres ouvertes ou des sondages où ils sont appelés à ordonner leurs préférences, les libéraux marginalisent le corps politique plus que jamais. Ils le font en le privant d'une conception du monde sur la base de laquelle le peuple peut donner un but au Canada, pour un développement durable, pour la défense des droits de tous et toutes et pour contribuer à la même chose sur le plan international. Pour tenter de palier au fait que le système électoral et politique ne confère plus de légitimité au gouvernement, ils cherchent à effacer toute expression de la conscience collective des Canadiens et à la remplacer par un amalgame d'opinions personnelles et de commentaires individuels qu'ils pourraient ensuite interpréter comme une approbation par la base sociale libérale.

C'est pourquoi la firme privée qui a été retenue par le gouvernement libéral pour gérer le questionnaire sur la réforme électorale sur son site « *mademocratie.ca* », qui fait d'ailleurs l'objet de beaucoup de railleries, tient à faire remarquer que le site n'est pas un outil de réforme électorale comme tel, mais « une façon vraiment innovatrice de consulter et d'engager le public ». Clifton van der Linden, fondateur et PDG de Vox Pop Labs Inc., qui a créé et qui gère le site, a dit à la revue *McClean's* le 5 décembre que « si l'on s'attarde trop au contenu du questionnaire, on ne verra pas le tableau d'ensemble ».



Car finalement, les Canadiens « ont dit ce qu'ils avaient à dire » et les décisions antisociales du gouvernement sont légitimées. Pour citer le ministre des Ressources naturelles Jim Carr, qui commentait les consultations sur les projets d'oléoduc lors d'un dîner donné par le Alberta Enterprise Group le 29 août, « si l'on respecte le processus la plupart des Canadiens vont dire : j'ai eu la chance d'être entendu, c'était une façon raisonnable de justifier une décision ».[1]

Dans les discussions au sein de l'élite dominante et ses groupes de réflexion, deux raisons sont citées pour expliquer pourquoi c'est maintenant qu'il faut mettre en oeuvre ce genre de réformes. La première est qu'on reconnaît qu'il n'est plus possible de conférer une légitimité aux décisions du gouvernement dans les conditions actuelles. Frank Graves de la firme de sondage Ipsos (qui a également été retenue par le gouvernement du Canada pour gérer des consultations) s'est penché sur ce problème dans son allocution à une conférence du 12 mai tenue sous les auspices de l'institution néolibérale appelée Institut sur la gouvernance.[2] Il a expliqué que le problème va au-delà d'un simple manque de confiance et qu'il faudrait plutôt parler de crise de légitimité. La deuxième raison, donnée par l'Institut en question, est que « la confiance des Canadiens dans leur gouvernement » atteint un sommet inégalé depuis des décennies (sans pour être autant très élevée) et cela serait attribuable à la popularité de Justin Trudeau et au fait que cela représente une chance unique dans l'histoire.

Matthew Mendlesohn, secrétaire adjoint du Conseil privé et ancien président du groupe de réflexion néolibéral Centre Mowat, s'est interrogé récemment à savoir si cette « confiance » pouvait être maintenue : « La question est de savoir si par la bonne volonté, la transparence dans les communications, les programmes de cocréation et de codéveloppement numériques avec la société civile, les méthodes pour mesurer la réussite, la publication des résultats, la

reconnaissance des erreurs et l'investissement des ressources nécessaires dans les choses qui fonctionnent, c'est un modèle possible au Canada pour maintenir les hauts niveaux de confiance que nous voyons présentement dans les institutions démocratiques. »

## **La consultocratie**

Le gouvernement Trudeau s'affaire à établir une espèce de « consultocratie » qui est dans les faits la gouvernance par les pouvoirs policiers déguisée en un groupement des lois qui prétend à la légitimité par des consultations bidons.

L'expression « consultocratie » a été inventée dans les années 1990 pour décrire les firmes de consultants professionnels auparavant appelées firmes comptables et leur nouveau rôle dans la gestion et la réforme des gouvernements. C'était dans le contexte de l'effort pour « réinventer le gouvernement », centré en grande partie sur l'application de stratégies de marketing pour réguler le fonctionnement de ministères, en reprenant toutes les « meilleures » pratiques du secteur privé et en réorganisant la fonction publique pour mieux servir des intérêts monopolistes privés. Les « Big Four » des firmes de ce nouveau secteur d'activité sont Deloitte, PricewaterhouseCoopers, Ernst & Young et KPMG. Elles ont toutes des revenus annuels se situant entre 25 et 37 milliards de dollars et ont toutes fait l'objet d'accusations de fraude ou de complicité avec des actes de fraude et d'autres méfaits dans différents pays.

Le « pouvoir par consultation » des temps modernes est la gestion privée des rapports au sein du corps politique suivant le modèle des rapports entre les grands monopoles et oligopoles privés et leurs clients. C'est pour instituer les « meilleures pratiques » en offrant à tous les membres du corps politique la possibilité de commenter et d'indiquer leurs préférences sur les politiques gouvernementales, comme une application numérique et, ce faisant, les priver de toute possibilité d'exercer leurs droits ou d'avoir même un semblant de pouvoir.

Des organisations comme l'Institut sur la gouvernance, qui est géré par le chef de la fonction publique du Canada, Michael Wernick, des ministres adjoints et des directeurs de KPMG et de Adobe, sont payées pour former des fonctionnaires pour administrer le programme du gouvernement Trudeau pour « réinventer le gouvernement ». C'est la suite de l'intervention des Big Four et d'autres firmes pour réformer et administrer différents ministères dans les années 1990. Maintenant, par exemple dans le cours de la mise en oeuvre des consultations, les participants apprennent « comment se servir de la participation publique pour soutenir la réalisation des priorités du gouvernement » et « explorer les outils et les stratégies pour planifier et réaliser des consultations publiques ». L'Institut sur la gouvernance enseigne aussi aux fonctionnaires la méthode du « nudge » et la « livraison logie », pour laquelle il offre notamment des cours en novembre, décembre et janvier.[3]

La théorie du « nudge » (coup de coude) est basée sur l'idée que les gens ne vont pas d'eux-mêmes faire des choix en leur faveur ou en faveur du bien public et qu'une autorité supérieure doit par conséquent leur donner un petit « coup de coude » pour les faire bouger dans la bonne direction. En février, le Bureau du conseil privé a ouvert un « Centre d'innovation » chargé de réformer les ministères suivant la méthode du « nudge » et les théories de l'« économie du comportement ». Cela s'appuierait sur l'expérience du gouvernement de David Cameron en Grande-Bretagne dont le conseil des ministres avait été chargé de « donner un coup de coude » aux citoyens pour « améliorer les résultats des politiques ».

## **Le gouvernement numérique**

Derrière ce virage vers la consultation et l'interaction individuelle avec les citoyens par des

questionnaires et des échelles de préférence sur les téléphones intelligents se trouve le concept du « gouvernement numérique ». Avec le « gouvernement ouvert », le « dialogue ouvert », les « données ouvertes » et d'autres expressions à la mode, le « gouvernement numérique a été l'objet de plusieurs conférences auxquelles ont participé récemment des ministres, des hauts fonctionnaires fédéraux, des directeurs d'entreprise privée et des représentants des groupes de réflexion néolibéraux.

Certains croient à tort que le « gouvernement numérique » est tout simplement l'utilisation de l'information et des communications numériques pour livrer les services gouvernementaux et gérer l'approvisionnement. En fait, le « gouvernement numérique » concerne la transformation du rapport entre les membres du corps politique et le gouvernement pour donner l'impression que le gouvernement répond à leurs besoins. Comme les autres aspects de la « réinvention du gouvernement », le gouvernement numérique est censé avoir « un immense potentiel pour accroître la légitimité démocratique... la légitimité morale du pouvoir politique de tout gouvernement », selon Peter M. Shane de l'Université d'État de l'Ohio, cité dans le *Encyclopedia of Digital Government*.

Maryantonett Flumian, présidente de l'Institut sur la gouvernance, a expliqué la signification du terme à la conférence du 12 mai de cette organisation sur le « gouvernement numérique » :

« Le numérique, c'est entre moi et vous. Ce premier ministre est parvenu à frapper loin à cause de ses rapports avec vous et moi. Lui et moi... Ces programmes ne sont pas finis. Certains ont le pouvoir de se renouveler d'eux-mêmes. Ce n'est pas moi et le programme x. C'est le gouvernement et moi. Et c'est ce que fait le numérique. Cette pratique existe dans le monde des affaires. »

En d'autres mots, le gouvernement numérique est le rapport individuel entre chaque individu et le gouvernement. On l'appelle également « gouvernement centré sur le citoyen » ou « démocratie numérique ». Le gouvernement numérique enlève l'« intermédiaire » qu'est le corps politique ou le collectif, le pouvoir décisionnel collectif. Il élimine aussi l'intermédiaire des élus, des fonctionnaires et leurs pouvoirs discrétionnaires, etc.

Dans le langage néolibéral, ce processus consistant à éliminer l'intermédiaire s'appelle « désintermédiation ». Selon l' *Encyclopedia of Digital Governance*, à la base du gouvernement numérique il y a l'élimination des intermédiaires humains entre le citoyen et le service. Le terme provient du monde de la finance et fait référence à « l'élimination des intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement, dans une transaction ou une série de transactions ».

Parlant de l'occasion idéale que représente le gouvernement libéral de Justin Trudeau pour tester les théories du gouvernement numérique, Flumian explique : « Durant la majeure partie de ma vie active nous avons vu les gouvernements progresser vers l'ère de la désintermédiation mais nous ne savions pas ce que serait le rôle de l'État, quel serait notre rôle à nous. Les citoyens ont trouvé différents moyens d'obtenir ce qu'ils veulent de différentes manières, ce qui a accru le potentiel de l'engagement civique, mais nous n'avons pas saisi le moment parce que nous ne savions pas quoi en faire. Mais aujourd'hui nous avons l'occasion de revenir au problème de la confiance et je crois vraiment que nous sommes à un point d'inflexion historique. » Elle définit ce « grand projet » comme étant « la modernisation de la fonction publique » et « la transformation de la fonction publique », une réponse à la « transformation massive et à la perturbation massive que l'ère numérique impose à la société ».



## Le besoin d'investir le peuple du pouvoir de décider

Parlant de la consultation du gouvernement libéral sur la réforme électorale, *Le Marxiste-Léniniste* fait remarquer que le collectif « est beaucoup plus grand que le classement d'un certain nombre de préférences individuelles » ou que la collecte « de réponses aléatoires à des questions aléatoires ».[4] Le collectif existe dans un rapport. La conscience collective se bâtit dans la lutte pour une société moderne basée sur des rapports modernes entre les êtres humains et c'est précisément ce que vise à détruire la « consultocratie » du gouvernement Trudeau. Il est impossible d'avoir un « consensus social » dans une société divisée en classes aux intérêts contraires et aux conceptions du monde contraires. On ne crée pas non plus une « conscience collective » ou une expression de l'opinion publique en faisant un amalgame des



réponses obtenues dans un questionnaire. Loin d'établir des rapports nouveaux et modernes entre les êtres humains, le programme réactionnaire du gouvernement Trudeau pour « réinventer le gouvernement » est un simple remaniement des vieilles formes de gouvernance qui servent à écarter le peuple de tout contrôle sur son économie, sa société et sa vie. Toutes les vieilles formes de gouvernance se sont épuisées et l'acharnement des libéraux à leur donner une nouvelle légitimité est lamentable. Devant ce constat d'échec, l'élite dominante se tourne vers le gouvernement des pouvoirs policiers. L'absence de nouvelles formes que les travailleurs doivent créer pour exercer leur pouvoir politique crée une situation assez dangereuse.

Les conditions actuelles demandent des arrangements nouveaux et modernes qui placent le peuple au centre d'attention plutôt que des intérêts privés, plutôt que la toute-puissance qu'exercent les oligopoles sur les affaires du monde. La création de ces nouveaux arrangements est la tâche posée par l'histoire. Toutes les conditions matérielles sont réunies mais le facteur subjectif, le facteur humain/conscience sociale, traîne de l'arrière, comme le font aussi les institutions requises pour lui donner une expression. C'est ce facteur subjectif que l'élite dominante attaque en recyclant les vieilles formes discréditées. C'est aussi l'élément auquel les travailleurs et leurs organisations doivent consacrer l'attention première.

### Notes

1. Pour ce qui est de ceux qui ne croient pas que c'est une « façon raisonnable de prendre une décision », Carr a expliqué à une autre occasion que le gouvernement devra affronter la « protestation non pacifique » avec « ses forces de défense, ses forces policières, pour veiller à la sécurité des citoyens ».

Pour sa part, le premier ministre Justin Trudeau a dit le 29 novembre, en réponse aux questions des journalistes sur son approbation des projets d'oléoduc : « La réalité est que nous savons qu'il y a des gens qui ont des opinions très tranchées d'un côté et de l'autre dans cette affaire. Peu importe la décision que nous allons prendre aujourd'hui il y a des gens qui ne seront pas contents. [...] Une des grandes merveilles du Canada est que les gens sont libres d'exprimer leurs opinions, d'exprimer leur déception avec le gouvernement de façon pacifique, et nous les respectons et les encourageons à le faire. »

2. En partenariat avec l'Environics Institute, l'Institut sur la gouvernance a publié en juin dernier une étude intitulée « Canadian Public Opinion on Governance 2016 » suite à un sondage effectué en février. On y affirmait selon les médias que « les préoccupations concernant le manque de confiance dans le gouvernement fédéral, sa corruption ou son échec à répondre aux besoins des citoyens ont baissé considérablement [de 13 %] » (*Ottawa Sun*, 5 septembre 2016). Les médias ont titré : « L'effet Trudeau ? La confiance des Canadiens dans le gouvernement est à la hausse ».

L'Institut sur la gouvernance est un organisme caritatif enregistré depuis 1996. Il est en majeure partie financé par le gouvernement fédéral. On y retrouve notamment Michael Wernick, greffier du Conseil privé ; John Knubley, sous-ministre d'Innovation, Science et Développement économique Canada ; Liseanne Forand, conseillère supérieure auprès du Bureau du Conseil privé ; Catherine Blewett, sous-ministre de Pêches et Océans Canada ; Gina Wilson, sous-ministre déléguée de Sécurité publique Canada ; ainsi que des directeurs d'Adobe et KPMG. Le site Web de l'institut ne mentionne pas M. Wernick mais il est inscrit comme directeur de l'institut dans le registre de Revenu Canada.

3. Voir « La méthode de livraisonlogie du gouvernement Trudeau », LML, 13 janvier 2016

4. « Le gouvernement s'apprête à lancer une nouvelle consultation en ligne sur la réforme électorale », LML, 12 novembre 2016

(Avec des informations de VICE, ABC Radio, iPolitics)



---

## **L'approbation du projet de Kinder Morgan et de la canalisation 3 d'Enbridge**

### **L'émergence de deux Canada très distincts et différents**

**- Philip Fernandez -**



La décision du 29 novembre du gouvernement Trudeau sur le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain de Kinder Morgan et sur le projet de remplacement de la canalisation 3 d'Enbridge révèle une fois encore l'existence de deux Canadas très différents et distincts : l'un est le monde des oligopoles et de leurs représentants politiques et l'autre est celui des travailleurs, de leurs alliés et des peuples autochtones qui veulent forger une relation moderne entre eux et affirmer un projet d'édification nationale fondé sur les droits.

Le premier ministre Trudeau a annoncé que le gouvernement avait approuvé « sous réserve de

condition » l'agrandissement du réseau de Trans Mountain entre Edmonton, en Alberta, et Burnaby, en Colombie-Britannique, et le projet de remplacement de la canalisation 3 d'Enbridge entre Hardisty, en Alberta, et Superior, au Wisconsin. Dans l'espoir d'affaiblir l'opposition massive à cette décision, Trudeau a annoncé en même temps le rejet de la demande de projet Northern Gateway d'Enbridge qui fait face à une opposition généralisée sur le tracé du pipeline dans le nord de la Colombie-Britannique et à l'opposition massive des peuples autochtones côtiers du Nord. La Cour d'appel fédérale avait également annulé l'approbation du gouvernement Harper du projet de pipeline Northern Gateway le 23 juin cette année. L'appel venait d'une contestation judiciaire lancée par plusieurs nations autochtones contre l'approbation donnée par le gouvernement Harper.

En faisant son annonce sur les projets Trans Mountain et la canalisation 3, Trudeau a dit que « nous devons prendre les bonnes décisions dans l'intérêt du pays et dans l'intérêt des Canadiens ». Beaucoup de Canadiens sont en désaccord, même dans les milieux politiques officiels, comme les conseils municipaux et les maires de Vancouver et Burnaby, ainsi que les Salish de la côte, dont le territoire comprend les terres et les eaux où plus de 400 pétroliers seront chargés de pétrole chaque année dans la baie Burrard à destination de marchés étrangers.

Manifestement, le Canada de Trudeau n'inclut pas les peuples autochtones vivant sur le tracé du pipeline qui ne veulent pas de ce développement sur leur territoire. Il ne comprend pas non plus la grande majorité des Canadiens du Vancouver métropolitain qui considèrent que le pipeline de Kinder Morgan n'est pas « dans l'intérêt du pays et dans l'intérêt des Canadiens ».



Kinder Morgan, dont le siège est à Houston au Texas, est le plus grand monopole d'infrastructures énergétiques des États-Unis avec un revenu annuel brut d'environ 14 milliards de dollars. Il s'est bâti sur le scandale et l'effondrement d'Enron Corporation. Enbridge, dont le siège est à Calgary, exploite un des réseaux de transport de pétrole brut et de liquides par pipeline les plus longs du monde au Canada et aux États-Unis et a un revenu annuel brut d'environ 33 milliards. Une poignée de personnes très riches et des investisseurs institutionnels mondiaux de la richesse sociale possèdent et contrôlent les deux sociétés.

### **La justification inacceptable du gouvernement Trudeau**

En même temps que le gouvernement Trudeau parle de réconciliation avec les peuples autochtones, il se cache derrière les décisions des tribunaux canadiens pour justifier des décisions qui vont à l'encontre de la volonté des personnes concernées, en particulier les Premières Nations sur le territoire desquelles les pipelines seront construits.

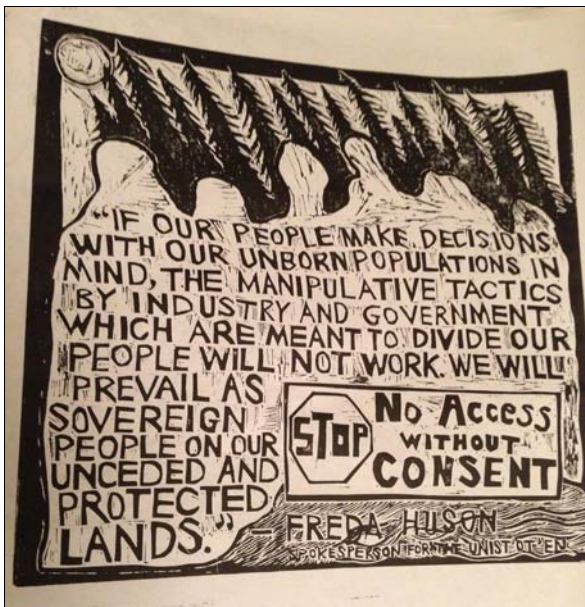




Lorsque la Cour d'appel fédérale a rendu sa décision majoritaire de rejet de l'approbation par le gouvernement Harper du projet Northern Gateway le 23 juin 2016, elle a également déclaré qu'au Canada la souveraineté appartient à la Couronne, y compris la souveraineté sur les peuples autochtones. Dans cet affront aux peuples autochtones, la Cour a conclu que la seule question en litige était que la Couronne représentée par le Cabinet doit s'engager dans un processus utile et raisonnable de consultation avec les Premières Nations concernées et a constaté que le gouvernement Harper avait omis de le faire.

La cour a cité le jugement de la Cour suprême du Canada *Nation haïda c. Colombie-Britannique* (ministre des Forêts), 2004 : « Les demandeurs autochtones ne doivent pas contrecarrer les efforts déployés de bonne foi par la Couronne et ne doivent pas non plus défendre des positions déraisonnables pour empêcher le gouvernement de prendre des décisions ou d'agir dans des cas où, malgré une véritable consultation, on ne parvient pas à s'entendre. »

Dans son jugement, la Cour d'appel fédérale a déclaré en substance que les peuples autochtones n'ont aucun droit de veto sur les décisions prises par la Couronne, même si ces décisions vont à l'encontre de leurs intérêts et violent leurs droits ancestraux, leurs droits issus des traités et leurs droits politiques. En effet, ce jugement a donné le feu vert à l'État canadien de continuer comme avant ses activités contre les peuples autochtones, notamment celle d'entreprendre toutes sortes de consultations secrètes avec les « intervenants » et ensuite déclarer frauduleusement que ce sont de véritables consultations.



Questionnée le 29 novembre au sujet des consultations sur le projet Trans Mountain de Kinder Morgan, la ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Jody Wilson-Raybould, a refusé de parler de l'opposition massive au projet et a expliqué la conception des libéraux de véritables consultations. Elle a salué « l'énorme quantité de travail investie dans les consultations avec les peuples autochtones en ce qui concerne le projet de Kinder Morgan ». Les libéraux « ont dialogué avec de nombreux autochtones, a-t-elle dit. Et à la suite de ces consultations, nous avons conclu d'importantes ententes d'accommodement avec les peuples autochtones et nous reconnaissons la qualité substantielle de ces ententes qui vont permettre aux autochtones de participer à des

comités pour superviser la mise en œuvre des 157 conditions [auxquelles le projet de Kinder Morgan est soumis]. ... La qualité substantielle des consultations est certainement un aspect, mais ce n'est qu'un aspect de la multitude des consultations, d'informations recueillies et des analyses que nous avons faites. »

Le jugement de la Cour et la conception du gouvernement Trudeau de véritables consultations sont totalement illogiques, car les peuples autochtones sont souverains, le droit des peuples autochtones à l'autodétermination est soutenu par leurs propres lois et le droit international alors les libéraux de Justin Trudeau ne reconnaissent que la Couronne. L'ensemble du processus perpétue le racisme et la violence organisés par l'État contre les peuples autochtones et le déni de leurs droits. Selon les tribunaux et les libéraux, les peuples autochtones dont le territoire se trouve « sur le chemin » des deux pipelines approuvés n'ont pas le droit de veto sur les activités et le développement sur leurs terres et leurs eaux. C'est totalement inacceptable dans un Canada



moderne, tout comme l'était et l'est le vol des terres des peuples autochtones et la violation de leurs droits.

Les gouvernements et les tribunaux canadiens nient la nécessité de relations modernes de nation à nation entre le Canada et les nombreux peuples autochtones dans le cadre d'une constitution moderne qui reconnaît les droits de tous ceux qui habitent le pays. Ce déni montre le refus de l'élite impérialiste dominante, y compris le gouvernement Trudeau, de s'engager dans un projet d'édification nationale du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi la décision d'approuver les projets de Kinder Morgan et d'Enbridge n'est pas dans l'intérêt du Canada et le gouvernement de Trudeau ne peut échapper à ce fait, quelles qu'en soient les excuses et les justifications légales.



---

## **Le cirque autour des oléoducs pétroliers**

**- K.C. Adams -**

Aucune discussion n'a eu lieu au Parlement ou dans les médias de masse et n'a été organisée parmi les Canadiens pour déterminer si les oléoducs pétroliers servent l'économie et sont conformes aux obligations sociales du Canada. L'approbation ou non des oléoducs a été un véritable cirque où on a lancé pêle-mêle la question des emplois immédiats pour leur construction, la reprise économique, surtout pour l'Alberta, versus l'environnement, et à un moindre degré la question à savoir si les peuples autochtones ont été consultés de façon adéquate ou non.

Les projets d'oléoducs pétroliers et les investissements qui s'y rattachent font partie du programme des oligopoles mondiaux et servent leur objectif privé étroit d'édification d'empire et d'accumulation d'une plus grande richesse sociale. Les prémisses et la version officielle qui guident les investissements dans les oléoducs pétroliers partent des considérations privées des oligopoles et non de considérations larges de renouveau économique au sein d'un projet d'édification nationale souverain qui donne la première place à l'humanisation de

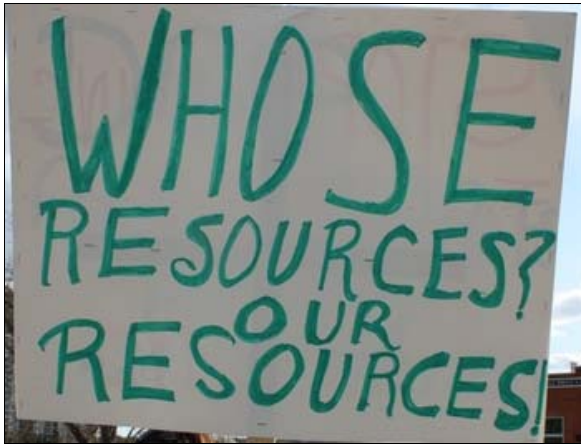


l'environnement social et naturel. Que le projet soit approuvé ou non par les différents niveaux de gouvernement et par les agences civiles comme l'Office national de l'énergie, le tout est fait dans l'optique des propositions privées des oligopoles, de leur droit de propriété et de leurs intérêts étroits. Les médias concentrent leur attention, en ce qui a trait à ces propositions privées d'investissement, principalement sur les emplois que les investissements vont générer, sur la fraude autour de la nature « adéquate » ou non des consultations avec les peuples autochtones et sur la façon de faire face à la très grande opposition au projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan qui existe dans la région métropolitaine de Vancouver.

### **Une nouvelle direction de l'économie**

Le traitement officiel qui est fait de l'expansion des oléoducs pétroliers ne part pas de la prémisse de reconnaître que les Canadiens ont des droits en leur qualité d'êtres humains. Un des droits les plus fondamentaux est celui d'exercer un contrôle sur l'économie et sa direction. Les publications

du gouvernement sur l'économie de l'Alberta suggèrent que sa direction actuelle est remplie de problèmes et d'incertitude. Les oligopoles qui contrôlent l'économie albertaine l'ont placée dans une crise sérieuse en tant qu'économie à sens unique et pourtant ils proposent que les oléoducs pétroliers et l'exportation de pétrole brut vont extirper l'économie de ses difficultés.



Pourquoi les Canadiens sont-ils soumis à des consultations-bidons et forcés de décider et de prendre position sur des propositions d'investissement et une ligne de marche qui ne diffèrent en rien de ce qui existe déjà et provient principalement de l'oligarchie financière américaine ? Les oligopoles proposent qu'on reste dans la même voie mais cette fois-ci sur une plus grande échelle. Une personne pensante en déduirait que ce genre de propositions nous prépare une crise encore plus grande dans l'avenir. La mise en scène du gouvernement qui va se terminer par l'approbation viole le droit du

peuple de décider et de contrôler les phénomènes économiques et politiques qui l'affectent.

Ces propositions d'investissement dans les oléoducs et l'approbation gouvernementale sont le signe d'un problème qui n'a rien à voir avec le fait que les projets puissent être bons ou mauvais en soi selon les canons économiques officiels sur l'économie et l'environnement. Les propositions d'investissement de cette grandeur et de cette nature bloquent toute autre proposition et tout autre investissement qui permettraient de diversifier l'économie, de faire en sorte qu'elle subvienne à ses besoins et de lui fournir une nouvelle direction qui humanise l'environnement social et naturel. Elles enchaînent le pays dans une direction qui a échoué et qui pourrait bien produire une crise encore plus grande.

Les oligopoles de l'énergie et à un moindre degré de la construction, de l'agriculture et de la transformation alimentaire dominent l'économie et la politique de l'Alberta. Ces investissements dans les oléoducs vont permettre aux oligopoles de l'énergie de resserrer leur étau. Ces oligopoles et leurs représentants politiques aiment bien montrer des graphiques qui démontrent combien les autres secteurs, en plus des exportations de pétrole et de gaz naturel, ont grandi par rapport à ce qui était le cas auparavant. Cette diversification est artificielle parce qu'elle dépend des exportations d'énergie. Les deux seuls secteurs qui ont connu une augmentation significative en proportion de l'économie depuis 1985 sont la construction et les services d'affaires et commerciaux. [1] Le total est encore plus grand parce que la population a augmenté de façon significative à cause de la migration intérieure qui a été principalement au service du secteur énergétique. Le revenu qui provient du secteur énergétique agit comme valeur d'échange pour les autres secteurs, ce qui satisfait l'élite impérialiste dominante qui domine tous les secteurs fondamentaux comme la construction et les services financiers.

Qu'arrive-t-il cependant lorsque le revenu provenant de l'énergie et la valeur d'échange tombent comme cela a été le cas avec l'effondrement des prix de marché mondiaux du pétrole et que les travailleurs sont mis à pied et le chômage atteint de terribles proportions ? L'économie tout entière tombe en crise parce qu'elle dépend dans une très grande proportion de la valeur d'échange du secteur d'exportation de l'énergie. L'élite impérialiste dominante ne propose pas de nouvelle direction mais de continuer de faire la même chose dans l'espoir que les conditions mondiales vont améliorer le prix du pétrole. Cela veut dire que la santé de l'économie dépend des conditions internationales et de la collusion, de la concurrence et de l'incertitude qui en découlent. Les Canadiens ne doivent pas oublier que l'État américain et les géants américains de l'énergie ont

puissamment contribué à inonder le monde de pétrole au moyen de la fracturation et ont utilisé cela comme une arme contre les régimes que les impérialistes américains veulent renverser comme la Russie, le Venezuela, le Brésil et d'autres pays. La fracturation en vue d'obtenir du pétrole et du gaz naturel va étendre encore plus son pouvoir alors que de plus grands champs pétrolifères par fracturation ont été découverts au Texas et ailleurs et que la technique ne cesse d'évoluer et de devenir plus productive. Le président élu Donald Trump n'a pas caché son mépris pour toute réglementation qui restreint les droits de propriété des oligopoles.

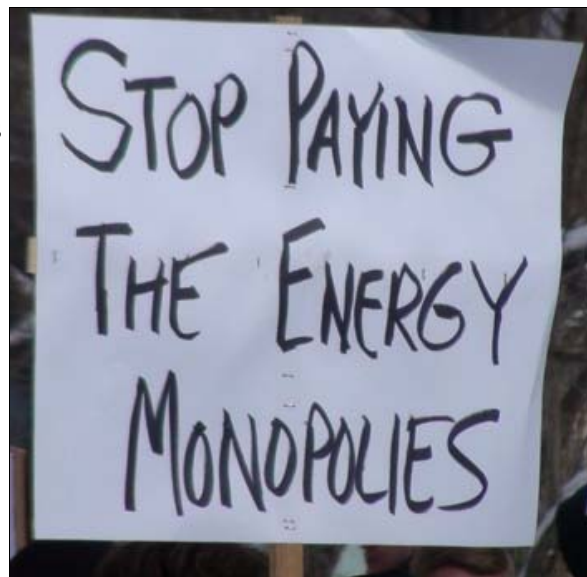


**Manifestation devant l'assemblée législative de l'Alberta, à Edmonton, contre l'oléoduc Kinder Morgan le 21 novembre 2016**

La crise qui s'est produite lorsque le prix mondial de marché du pétrole s'est effondré illustre bien la dépendance chronique de l'économie albertaine face au secteur de l'énergie et en particulier de son exportation. Une économie diversifiée et subvenant à ses besoins n'aurait pas été aussi affectée par cela et n'aurait pas connu une telle contraction et un chômage aussi terrible.

L'économie n'est pas contrôlée par ceux qui travaillent et vivent en Alberta et au Canada et c'est là le problème de ces propositions de projets de pipelines. Ces propositions ne proviennent pas des travailleurs eux-mêmes, de leurs discussions et analyses sur la façon de propulser l'économie vers l'appui sur soi, la diversité, la sécurité et la prospérité. Elles proviennent des mêmes oligopoles énergétiques et de leurs représentants politiques qui ont placé l'économie dans cette camisole de force de dépendance aux exportations de pétrole et aux prix de marché mondiaux.

Quand les oligopoles énergétiques sont aux postes de commande, les gens ne peuvent même pas commencer à régler les problèmes sur les fronts social et environnemental et en ce qui a trait aux relations de nation à nation avec les peuples autochtones. La raison en est que tout cela devient un écran de fumée pour masquer le véritable ordre du jour et les véritables prémisses des oligopoles qui sont de défendre et d'étendre leurs empires privés et d'amasser une plus grande richesse sociale et d'exercer un plus grand contrôle. Des investissements de cette grandeur doivent servir l'édification nationale et le développement d'une économie stable et subvenant à ses besoins qui peut satisfaire aux obligations du pays d'humaniser l'environnement social et naturel. L'approbation de ces oléoducs





par le gouvernement Trudeau est contraire à l'intérêt national et place le pays et l'économie encore plus fermement dans les mains des impérialistes américains et toujours plus hors du contrôle des Canadiens.



Vigile « Stop Kinder Morgan » à Victoria le 21 novembre 2016

## Note

1. Les données économiques du gouvernement albertain dans [Highlights of the Alberta Economy 2016](#)



---

## Des actions de masse contre l'oléoduc Kinder Morgan



Manifestation d'urgence à Vancouver le 29 novembre 2016

Des actions de masse se tiennent à Vancouver et dans toute la Colombie-Britannique pour s'opposer au projet d'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan approuvé par le gouvernement libéral de Justin Trudeau. Après la tenue la semaine précédente de rassemblements de masse suite



à l'annonce du premier ministre, une manifestation d'urgence a eu lieu le 29 novembre. Des centaines de personnes se sont rassemblées pour tenir une action d'urgence devant le siège de la CBC, à Vancouver, pour faire entendre le message *Pas de consentement, Pas d'oléoducs*. D'autres manifestations auront lieu pendant le mois de décembre dans toute la région de la vallée du Fraser et partout en Colombie-Britannique.



**Vancouver, le 29 novembre 2016**

Le 19 novembre, plus de 5 000 personnes ont participé à deux rassemblements militants et à une manifestation festive et bruyante à Vancouver pour s'opposer à l'expansion proposée de l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan. L'esprit du rassemblement en était un de défendre résolument les droits des Premières Nations et les activistes des Premières Nations étaient bien en vue, à la tête des actions. Des dizaines de joueurs de tambour, de chanteurs et d'orateurs ont fièrement représenté les peuples côtiers des Salish, y compris les Premières Nations Tsleil-Waututh, Musqueam et Squamish.





**Devant l'hôtel de ville, le 19 novembre 2016**

Le premier rassemblement de la journée a commencé devant l'hôtel de ville de Vancouver avec des salutations et des chants de résistance et de défi. Un orateur a dit : « Ce que nous avons, ce n'est pas un gouvernement par et pour le peuple, mais un gouvernement pour les milliardaires. Nous voulons être inclus dans les prises de décision. » D'autres ont souligné les dangers que le projet d'oléoduc posait pour l'environnement naturel, notant que Kinder Morgan comme d'autres grands monopoles ne prend même pas la responsabilité du nettoyage après les catastrophes tels que les déversements d'hydrocarbures. Chacun a proclamé sa solidarité avec la lutte pour la souveraineté, les droits issus de traités et la défense de l'environnement naturel à Standing Rock, au Dakota du Nord.



L'ampleur de l'appui était telle que le maire de Vancouver, Gregor Robertson, a déclaré que le rassemblement était « le plus important rassemblement de toute l'histoire de l'hôtel de ville de Vancouver » et a exprimé l'opposition officielle du gouvernement municipal de Vancouver au



projet. Une étudiante de l'Université de la Colombie-Britannique a dit que les plans des libéraux d'approuver l'oléoduc « ne représentent pas le leadership pour lequel nous avons voté » et ont promis de tenir le gouvernement redevable de ses actions. « Nous n'accorderons jamais la permission » pour l'oléoduc, et si le gouvernement le fait, « nous devons prendre sa place », a-t-elle dit. Un étudiant de l'école secondaire Windermere, qui a été arrêté il y a deux ans pour avoir protesté contre le projet sur la montagne de Burnaby alors qu'il avait 14 ans, a exhorté tous les intéressés à transformer leur colère en action pour surmonter le désespoir engendré par un processus politique qui ne donne pas de voix au peuple.



La foule massée à l'hôtel de ville de Vancouver s'est ensuite rendue à la Bibliothèque publique de Vancouver où a eu lieu le deuxième rassemblement. Les participants tenaient des bannières portant les slogans, « *Pas de consentement, Pas d'oléoduc ; Changeons le système, pas le climat ; L'eau propre est un droit* » qu'ils scandaient. Un contingent de participants en kayaks et canoës se sont joints à eux. Le grand chef Stewart Phillip, président de l'Union des chefs indiens de Colombie-Britannique (UBCIC), a parlé de la nécessité que chacun « se prépare à l'ère Trump. Trudeau n'est pas loin derrière Trump ». Le Grand chef Phillip a déclaré que l'approbation fédérale ne marque pas la fin de la lutte contre le projet Trans Mountain. Il a annoncé que l'UBCIC lance une campagne en ligne appelant chacun à s'engager à « protéger les côtes ». Joan Phillip a souligné que le projet de Trans Mountain ne vise pas à garantir la santé de l'économie, mais à profiter aux riches aux dépens du peuple. Elle a lancé le slogan avec la foule « Non c'est Non ! » De nombreux autres activistes de même que des représentants municipaux, provinciaux et fédéraux élus se sont prononcés contre le projet.

Les actions de masse des travailleurs et des Premières Nations de la Colombie-Britannique ont tracé une ligne dans le sable. Elles ont mis de l'avant que le projet Trans Mountain doit être arrêté et qu'à la trahison persistante des gouvernements il faut répondre par un mouvement visant à habilitier les gens comme preneurs de décision. Telle est l'atmosphère d'enthousiasme et d'habilitation qui règne dans les actions de masse et dans les discussions des participants.

***Arrêtons Kinder Morgan !***

*Non c'est Non !  
À nous de décider !*



(Photos : G. Haggquist, C. Hunt, T. Davies, G. David Loft, M. Javid, A. J. Dick)



---

### Le legs de Barack Obama

## Obama fait du monde entier une cible d'attaques des forces des opérations spéciales

Le président Barack Obama a émis une ordonnance créant une nouvelle « force de renseignement et d'intervention multi-agences » qui prendra le nom de « Force opérationnelle de contre-opérations extérieures » ou Ex-Ops. Ces « forces spéciales » sont habilitées à attaquer n'importe où dans le monde où le président décide qu'il existe une menace contre les États-Unis. Obama a étendu les pouvoirs du Commandement des opérations spéciales interarmées ( Joint Special Operations Command, ou JSOC ) -- une sorte de garde prétorienne directement sous commandement présidentiel responsable des opérations secrètes, illégales et des assassinats (Black Ops) mondiaux. Le JSOC inclut les Navy SEAL et la Delta Force de l'armée, qu'Obama a équipés de drones, en retirant plusieurs des opérations de la CIA. Selon le Commandement américain des opérations spéciales, le SOCOM, dont JSOC fait partie, JSOC a mené des actions de plusieurs types dans 147 pays. Leur champ d'opérations inclut aussi les États-Unis -- partout où le gouvernement prétend qu'une menace terroriste existe. Comme l'ont dit les fonctionnaires du Pentagone, cela ne se limite pas aux champs de bataille en Irak, en Afghanistan, en Syrie et en Libye, où de nombreuses attaques ont eu lieu à plusieurs reprises, mais peut s'appliquer n'importe où, de « Boston au FATA [Zones tribales sous administration fédérale au Pakistan]. »



Jusqu'à maintenant, les opérations du JSOC étaient faites sous le commandement des commandants militaires régionaux, tel que le Commandement central (CENTCOM), qui commande la guerre en Irak et plus généralement les opérations au Moyen-Orient, AFRICOM,



SOUTHCOM pour l'Amérique latine, NORTHCOM pour les États-Unis, le Canada et le Mexique. Cependant, des responsables militaires des États-Unis ont rapporté que sous le prétexte de la vitesse et de surmonter les obstacles posés aux Opérations spéciales, la nouvelle ordonnance d'Obama met en place un système hybride de commandement qui peut contourner ces commandements régionaux. Elle sert aussi à remettre de plus grands pouvoirs dans les mains du président. Effectivement, le chef du SOCOM, présentement le général d'armée Raymond « Tony » Thomas, sera un décideur pour ce qui est de pourchasser les « menaces », avec l'approbation de la Maison-Blanche. Le support des commandements régionaux n'est plus nécessaire, bien qu'il soit dit qu'ils seront consultés. Comme l'a dit un représentant du Pentagone : « Plusieurs niveaux viennent d'être enlevés. » Il a ajouté : « Il n'y a jamais eu une équipe de commandement Ex-Ops qui travaille transrégionalement pour arrêter les attaques. »



Le représentant de la Défense a ajouté que le renseignement américain et les agences d'application de la loi appuieront aussi le JSOC et offriront des recommandations sur comment gérer des menaces spécifiques. C'est une indication supplémentaire qu'il sera utilisé aux États-Unis ainsi qu'à l'étranger. Dans une situation où la présidence s'appuie sur les pouvoirs policiers pour gouverner, elle met aussi en place ce qui pourrait devenir une « garde présidentielle », à la disposition de la présidence

sans interférence de la chaîne de commandement du Pentagone. Le JSOC fonctionne mondialement, sans égard à la loi internationale ou des États-Unis, ou des lois de la guerre. Le legs de l'administration Obama est fait d'assassinats, de rafles par les forces spéciales et de la guerre des drones. Maintenant le recours aux Forces spéciales des États-Unis pour perpétrer ces crimes a été étendu et la chaîne de commandement est directement dans les mains du président.

### **Des crimes au nom de l'«autodéfense collective»**

Sous le vaste concept d'« autodéfense collective », les frappes aériennes militaires des États-Unis peuvent être utilisées partout où les États-Unis disent que leurs « partenaires » sont menacés, même si les États-Unis et ses forces militaires ne sont pas menacés. Pour faciliter cela, un des rôles du nouveau groupe de travail du JSOC est d'offrir du renseignement et des recommandations de frappes et de conseiller directement les militaires et les forces de sécurité des alliés, contournant les hauts fonctionnaires du gouvernement, rapportent les sources de nouvelles. Des rapports indiquent que déjà, pendant la dernière décennie, le JSOC a lié de solides relations avec les agences de police en



Allemagne, Grande-Bretagne, France et Turquie, ce qui indiquerait que c'est aussi le cas avec le Canada qui est le pays le plus intégré aux opérations américaines. Le nouveau groupe de travail jouira même d'une plus grande autorité pour mobiliser les forces spéciales de ces pays. Des fonctionnaires ont aussi dit que dans les parties du monde où les États-Unis disent qu'il existe des « gouvernements faibles ou pas de gouvernement », le JSOC pourrait agir unilatéralement, de nouveau sans égard pour la loi et sans preuve d'une menace imminente contre les États-Unis.

Les frappes d'« autodéfense collective » en appui aux partenaires étrangers, même là où il n'y a pas de menace contre les États-Unis ni des forces américaines ou des entrepreneurs faisant face à un risque direct, incluant le JSOC, sont maintenant permises afin de fournir un appui aérien, des drones, etc, contre ce que les États-Unis qualifient d'ennemis des forces terrestres étrangères, même si ces gens ne posent pas de menace aux États-Unis et qu'aucun appel d'aide n'a été fait.

Ce développement signifie que des actions déjà en cours dans des pays comme la Somalie seront étendues alors que les États-Unis se sont donné eux-mêmes le feu vert pour intervenir dans des situations comme celle en Syrie où un gouvernement fonctionnel refuse de leur donner sa permission d'intervenir en tant que loup solitaire. Le 28 septembre, par exemple, une attaque par drones a été menée à Galcayo en Somalie contre ce qu'on a dit être des forces Al-Shabbaab, au nom des Forces de sécurité du Puntland (PSF). AFRICOM a qualifié cela de « frappe d'autodéfense », bien qu'aucun conseiller américain n'était présent à ce moment-là. Un communiqué de presse ultérieur d'AFRICOM a déclaré que la frappe n'a pas tué des membres d'Al-Shabbaab, mais plutôt dix membres de « milices locales » qui avaient eux-mêmes travaillé avec des conseillers américains dans le passé.

Comme l'indique un expert militaire, l'administration Trump a maintenant « des capacités et des pouvoirs considérablement élargis. »

La concentration accrue du pouvoir entre les mains des Forces des opérations spéciales et du président affaiblit le pouvoir des divers commandants régionaux et des forces armées traditionnelles, ce qui aggravera sans aucun doute les conflits au sein de l'armée et entre l'armée et la présidence. Il reste à voir comment la nomination par le président élu Donald Trump de deux généraux des Marines à la retraite dans son cabinet, dont un comme secrétaire de la Défense, destiné à unifier la bureaucratie militaire massive, se jouera à la lumière de ces nouveaux arrangements.



---

### Développements sur la péninsule coréenne

## La présidente Park est destituée et des millions de Coréens réclament sa démission



Les manifestants entourent le parlement sud-coréen à Séoul durant le vote pour destituer la présidente Park Guen-hye le 9 décembre 2016.



Le 9 décembre, la présidente de la Corée du sud, Park Guen-hye, a été destituée par le parlement suite à un important scandale lié à la corruption. La destitution d'un président requiert deux-tiers des votes. Les forces combinées des partis de l'opposition représentaient 175 votes et comme les membres du parti Saeneuri étaient autorisés à voter librement, un groupe de membres de ce parti a aussi voté en faveur de la destitution. Le vote a été de 234 en faveur de la destitution et de 56 contre, avec deux abstentions et sept bulletins de vote annulés.

Madame Park doit maintenant céder le pouvoir au premier ministre Hwang Kyo-ahn qui deviendrait président par intérim. D'un point de vue technique, elle doit demeurer en poste jusqu'à ce que la décision de destitution soit étudiée par la Cour constitutionnelle qui a 180 jours pour compléter son examen du dossier. Six des neuf juges de la cour confirment la destitution, Park Guen-hye devra quitter son poste. Une élection présidentielle sera alors tenue dans une période de 60 jours. Si la cour rejette la destitution, alors Park sera réintégrée à son poste de présidente. Son mandat se termine en février 2018.



**Séoul le 3 décembre 2016**

La situation est loin d'être réglée puisque madame Park fait face aux pressions du public et de l'un des partis de l'opposition qui réclament sa démission immédiate, mais il reste à voir si le déclenchement du processus de destitution permet à la présidente de démissionner. Aussi tout indique que certains membres des partis d'opposition n'accepteront pas un gouvernement intérimaire dirigé par Hwang puisqu'il a lui-même trempé dans le scandale. Cependant, la constitution ne prévoit pas une telle éventualité, ce qui pourrait exacerber davantage la crise politique.

Depuis la fin d'octobre, il y a des rassemblements de masse à Séoul et dans d'autres villes et villages partout au pays. De telles actions ont aussi eu lieu dans 20 pays et dans 50 régions partout dans le monde. Les actions de masse pour dénoncer les récents scandales et la corruption de la présidente Park Guen-hye se sont intensifiées de façon exponentielle avec la participation de millions de personnes dans la rue exigeant avec force qu'elle démissionne immédiatement, ce qu'elle a toujours refusé de faire.





Un rassemblement de plus d'un million de personnes à Séoul le 26 novembre 2016 dans le cadre de la campagne nationale de protestation pour exiger la démission de la présidente



New York le 12 novembre 2016



Washington le 12 novembre 2016

## Origine du présent scandale

Park est accusée de collusion avec sa confidente de longue date, Choi Soon-sil, qui elle-même est



accusée de détournement dans l'extorsion de millions de dollars des principaux monopoles sud-coréens. On questionne aussi la relation malvenue entre la présidente et Choi, alors que celle-ci est libre de s'ingérer dans les affaires gouvernementales et exerce une énorme influence politique. Aussi a-t-elle accès à des documents gouvernementaux ainsi qu'à la résidence présidentielle, la Maison Bleue, bien qu'elle ne détienne aucun poste élu ni aucune autorisation de sécurité.

À la fin d'octobre, Choi a été formellement accusée d'abus d'autorité, de coercition et de fraude. Le procureur a accusé Choi de se servir de sa relation avec la présidente Park pour détourner des millions de dollars de grandes compagnies sud-coréennes comme Samsung afin de financer ses propres fondations et pour son usage personnel. Park a reconnu que Choi avait révisé et même rédigé certains de ses discours, dont celui livré à Dresden, en Allemagne, en 2014. La présidente avait alors affirmé que la Corée ne serait réunifiée que lorsque la Corée du sud prendrait le contrôle de la Corée du Nord tout comme l'Allemagne de l'Ouest avait pris le contrôle de l'Allemagne de l'Est.

Le plus récent scandale et l'implication de Choi semblent avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La corruption antidémocratique incessante est une des caractéristiques du gouvernement Park depuis son accession au pouvoir en 2012. L'armée et les services secrets s'étaient ingérés directement dans ces élections en menant des cyberattaques contre les forces démocratiques et les partis de l'opposition tout en glorifiant les vertus de Park. Depuis son avènement au pouvoir, le régime Park mène une offensive antisociale et fait preuve de servilité face aux intérêts étasuniens en militarisant la société et en sabordant les relations entre le nord et le sud et les efforts soutenus du peuple coréen pour la réunification de leur pays divisé.



Un autre événement qui vient assombrir la présidence de Park est le naufrage du ferry Sewol, et le fait que Park a fait preuve de grave indifférence lorsque le désastre a frappé et d'un manque total de compassion envers les familles des victimes qui cherchent des réponses et réclament justice.

### **La crise de légitimité des gouvernements sud-coréens soumis aux intérêts des États-Unis**



La destitution de Park a lieu dans un contexte de crise politique et économique généralisée en Corée du sud, crise qui est liée directement au fait que la Corée du sud est sous le diktat des États-Unis depuis 1945, lorsque les États-Unis ont divisé la Corée dans leurs plans de domination mondiale sous l'égide de la Guerre froide. Ainsi le peuple coréen vit constamment dans des conditions d'insécurité, de crises et de menaces de guerre instiguées par les États-Unis.

La menace de guerre provient entre autres de la



tension nucléaire entretenue dans la péninsule coréenne et qui est une conséquence directe de l'ingérence des États-Unis qui cherchent à empêcher les relations de paix entre le nord et le sud qui permettraient au peuple de réaliser la réunification pacifique de la nation coréenne divisée, son aspiration de toujours. Un grand nombre de Coréens du sud ont manifesté contre les sorties anticomunistes et hystériques du gouvernement Park contre le gouvernement et le peuple de la République populaire démocratique de la Corée (RPDC), contre les manoeuvres bellicistes menées sans cesse par les forces conjointes des États-Unis et de la Corée du sud et contre l'hystérie guerrière en faveur de l'invasion militaire et le changement de régime en RPDC.

### **Autres actes de résistance contre le régime Park et contre les ordres du jour étrangers**

Les membres du Syndicat des travailleurs du secteur public et du transport coréen ont déclenché une grève nationale le 27 septembre en opposition à la libéralisation du secteur public, y compris l'imposition d'un système de rémunération et de cessation d'emploi en fonction de la productivité. Plus de 60 000 travailleurs ont participé à cette action. Le 10 octobre, 7 000 chauffeurs de camion sont aussi allés en grève pour améliorer leurs conditions de travail difficiles. Plusieurs autres actions syndicales ont été menées au cours de l'année. Le régime a jeté des dirigeants syndicaux en prison et a déclaré illégales les manifestations en vertu de sa loi de sécurité nationale anticomuniste.



**Quelque 220 000 travailleurs se joignent au mouvement de grève nationale appelé par la Confédération des syndicats coréens. Ci-dessus: 20 000 d'entre eux participent à un rassemblement à Séoul le 30 novembre 2016 pour exiger la démission immédiate de la présidente Park et le retrait de ses politiques antiouvrières et antidémocratiques.**



Aussi la résistance se poursuit contre la construction d'une gigantesque base navale sur l'île de Jeju et contre l'escalade des tensions nucléaires dans la péninsule coréenne suite à l'entente conclue avec les États-Unis visant à installer le THAAD, système de défense antimissile à haute altitude.

Aussi, en dépit de la crise politique inextricable dans laquelle il est embourbé, le régime Park a signé un pacte militaire avec le Japon le 23 novembre, pacte qui permet l'échange de renseignements militaires, ce qui a suscité encore davantage l'indignation du peuple. Cette collusion avec les militaristes japonais du gouvernement Abe est un grave affront à tous ceux qui ont souffert si terriblement sous l'occupation japonaise de 1910 à 1945. Non seulement les Japonais n'ont-ils offert aucune réparation pour leurs crimes, mais les militaristes japonais refusent même de reconnaître ces crimes bien documentés.



**Manifestation d'urgence de 24 heures contre la signature de l'accord militaire bilatéral avec le Japon au Complexe central du gouvernement de Séoul le 21 novembre 2016**

*LML* appelle toute personne éprise de paix et de justice au Canada et partout dans le monde à être solidaire avec le peuple coréen dans sa lutte pour se libérer du joug de l'impérialisme étasunien et pour établir un gouvernement qui sert les intérêts nationaux.

(Sources : *Hankyoreh*, *Wall Street Journal*, *CNN*)



## Le peuple dit «c'est assez» et réclame un changement

**- Entrevue avec H.P. Chung, porte-parole du Comité 6.15 canadien -**

**LML** : Il y a une crise politique en Corée du sud en ce moment et les gens exigent la démission de la présidente Park Guen-hye. Pouvez-vous nous parler de cette situation ?

**H.P. Chung** : Il a été révélé qu'une amie de longue date, conseillère spirituelle et mentore de la présidente Park a été directement impliquée dans les décisions prises par l'administration Park depuis que le gouvernement a pris le pouvoir en 2013. Cette personne, Choi Soon-sil, connaît Park depuis plus de 40 ans. Son père, Choi Tae-min, a également exercé une grande influence sur

le père de la présidente Park, l'ancien président Park Jung-hee, qui a été mis au pouvoir par les États-Unis grâce par un coup d'État militaire et a dirigé la Corée du sud comme une dictature militaire de 1961 jusqu'à son assassinat en 1979.

Choi Tae-min, qui est décédé il y a environ 20 ans, a également exercé une influence énorme sur Park Guen-hye quand elle était jeune et lorsqu'il est mort, sa fille Choi Soon-sil a pris la relève. Ce qui ressort d'une enquête, c'est qu'après l'entrée en fonction de Park Guen-hye, Mme Choi a participé à des décisions concernant la sécurité nationale, la nomination des membres du cabinet, la politique à l'égard de la République populaire démocratique de Corée et d'autres questions importantes, tout cela ni vu ni connu sans détenir de position officielle.

Les 24, 25 et 26 octobre, tout cela a été exposé publiquement par les médias.

L'affaire a commencé lorsque Mme Choi et sa fille Chung Yoo-ra ont quitté pour l'Allemagne avec d'énormes quantités d'argent extorqué de plusieurs grandes entreprises comme Samsung, grâce au trafic d'influence. Cette information a été retrouvée sur l'ordinateur personnel de Mme Choi, qui a été laissé dans son ancienne résidence. Les enquêteurs ont trouvé des lettres confidentielles, des discours que Choi a écrits pour la présidente et d'autres preuves accablantes. Cette nouvelle a déclenché l'indignation nationale du peuple coréen, qui n'a fait que s'aggraver lorsque la présidente Park a tenté de « s'excuser » lors d'un discours télévisé de 90 secondes.



Depuis son arrivée au pouvoir, la présidente Park et son gouvernement ont commis de nombreux crimes contre le peuple coréen. Par exemple, elle a criminalisé quiconque appuie la réunification nationale de la Corée. Elle et son gouvernement ont nui aux relations intercoréennes tout en renforçant l'alliance militaire avec les États-Unis et le Japon contre la RPDC. Ses politiques économiques néolibérales, les attaques contre les syndicats et la réécriture des livres d'histoire utilisés dans les écoles qui ne font aucune mention de l'histoire du mouvement populaire coréen pour la libération nationale en sont des exemples.

Puis il y a eu la catastrophe de Sewol en avril 2014 quand un bac transportant plus de 450 personnes, en majorité des écoliers, a coulé lors de son trajet vers l'île de Jeju. Trois-cent-deux enfants, qui auraient pu être sauvés par une intervention d'urgence rapide, sont morts. Au lieu de cela, non seulement le régime de Park n'a rien fait mais il n'a même pas mené une enquête sur la catastrophe.

Ce nouveau scandale impliquant Mme Choi est la goutte qui a fait déborder le vase. Le peuple coréen en a assez et réclame un changement.





# Déclaration des ressortissants coréens aux États-Unis et au Canada pour la démission de l'administration Park

LML publie ci-dessous une déclaration publiée le 11 novembre par les expatriés coréens vivant aux États-Unis et au Canada qui réclament l'éviction du gouvernement Park en Corée du sud.

\*\*\*

Park Geun-hye, démissionne ! C'est le dernier acte de clémence que nous - les ressortissants coréens scandalisés mais extrêmement rationnels des États-Unis et du Canada - offrons à Park Geun-hye. Sur la base des gestes illégaux commis par Park Geun-hye avec l'aide de Choi Soon-sil et de l'état actuel du chaos national, nous pourrions exiger quelque chose de beaucoup plus extrême ou prendre des mesures beaucoup plus extrêmes. Nous choisissons plutôt de faire montre de compassion et offrons à Park Geun-hye l'occasion de tirer ses propres conclusions. Nous espérons qu'elle prendra les mesures qui s'imposent.



Les quatre dernières années ont été remplies de moments embarrassants. Pour cacher le fait qu'elle a été élue grâce à l'implication illégale des services de renseignements nationaux, le gouvernement de Park Geun-hye a traité le peuple comme son ennemi et l'a mené à la faillite. En dépit de la polarisation extrême des classes, où la vie des gens ordinaires devenait de plus en plus difficile et où par conséquent beaucoup d'entre eux se sont enlevés la vie, l'administration Park a choisi de concentrer son règne du pouvoir sur la protection de la sécurité de son propre gouvernement ainsi que des intérêts privilégiés de ceux qui ont un penchant pro-japonais, comme l'a illustré le défunt père de la présidente, Park Chung-hee.

Trois cents personnes ont été enterrées en mer dans la tragédie de Sewol, dont la vérité n'a pas encore été révélée au grand jour ; la réécriture de l'histoire de fondation du pays par le gouvernement de Park Geun-hye qui rejette complètement l'histoire du mouvement indépendantiste ; l'imposition unilatérale d'un manuel d'histoire édité par le gouvernement et sa soi-disant solution humiliante à la question des femmes de confort ont fait du pays un creuset de chaos.

Ce n'est pas tout. En fermant le complexe industriel de Kaesong et en poursuivant le déploiement du THAAD (système de défense antimissile de haute altitude) ainsi que l'Accord sur la sécurité générale de l'information militaire avec le Japon, Park Geun-hye a non seulement intensifié la crise sur la péninsule coréenne mais elle a sapé notre souveraineté nationale.

Le gouvernement de Park a montré ses vraies couleurs en adoptant la *Loi contre le terrorisme*, qui visent à cibler tous ceux qui s'opposent à son gouvernement en tant que forces pro-Nord et/ou terroristes. La violence de l'État qui a tué le fermier Baek Nam-gi et la falsification subséquente de la cause de sa mort en tant que maladie a montré à quel point les forces dirigeantes sud-coréennes sont plongées dans la corruption. Au moment même où le

mécontentement de la population a atteint son apogée, le scandale du Choi Soon-sil a éclaté et a révélé l'ampleur du casse-tête.

Choi Soon-sil est intervenue dans toutes les affaires gouvernementales, y compris les affaires étrangères, la politique d'unification du pays et la culture, et a extorqué d'énormes sommes d'argent. Non seulement cela mais elle a aussi terni la réputation de toute la nation.

Nous, ressortissants coréens, ne pouvons plus rester indifférents et sommes unis sur les demandes suivantes. Nous déclarons fermement que Park Geun-hye et ses complices parasites sont entièrement responsables de la tragédie qui s'ensuivra si ces demandes ne sont pas satisfaites :

1. Park Geun-hye devrait démissionner immédiatement et le Parti Saenuri devrait se dissoudre afin d'éviter au pays encore plus d'embarras et de tragédies.
2. Les partis d'opposition ne devraient pas prendre de décisions insensées qui prolongent la vie du gouvernement paralysé de Park.
3. Nous croyons que la société civile de notre pays est suffisamment mûre pour s'accorder 60 jours après la démission de la présidente jusqu'au début de la mise en place pacifique et souhaitable d'un nouveau gouvernement. Les médias conservateurs devraient garder à l'esprit que prolonger le mandat de Park Geun-hye d'un an et quatre mois ne fera qu'exacerber le chaos national et qu'ils devraient s'abstenir de faire dans les médias des appels hypocrites à la stabilité.
4. Le Procureur général a l'occasion d'abandonner son rôle de chien de chasse pour les dirigeants au pouvoir. Son bureau devrait enquêter minutieusement Choi Soon-sil, Woo Byung-woo et les autres afin de rétablir sa réputation ternie.
5. Abolir toutes les décisions susmentionnées de l'administration Park Geun-hye et enquêter en profondeur pour révéler la vérité derrière la tragédie de Sewol.

*(Traduction: LML)*



---

## **Des actions au Canada en appui au peuple coréen**

Deux actions ont eu lieu à Toronto en appui au peuple coréen et à sa revendication de masse à l'effet que la présidente Park Geun-hye de la Corée du sud démissionne sur-le-champ suite à la grave crise politique qui secoue son gouvernement. Ces actions qui ont eu lieu les 12 et 26 novembre furent organisées par les Torontois qui se souviennent des naufrages du Sewol et du Hope 21, et qui ont été un franc succès.

Le premier rassemblement suivi d'une marche a eu lieu le 12 novembre avec la participation de près de 500 personnes, pour la plupart des jeunes et des étudiants. Ils se sont rassemblés au square Mel Lastman à North York et ont marché jusqu'à la station de métro Finch. Le but du rassemblement a été d'informer les gens et de faire connaître l'opposition du peuple coréen au régime de la présidente Park qui a imposé une offensive antisociale brutale au peuple depuis son avènement au pouvoir en 2013. Les manifestants se sont aussi opposés à la criminalisation et à l'intimidation de ceux qui se sont tenus debout, qui luttent contre le gouvernement et qui exigent que justice soit faite.



Toronto le 12 novembre 2016

Les orateurs ont fait valoir que l'heure de vérité a sonné suite au scandale dans lequel a trempé Choi Soon-sil, cette soi-disant « conseillère spirituelle » de la présidente qui a travaillé en coulisse pour mieux « contrôler » la présidente. Le peuple coréen a décidé que la situation avait assez duré et s'est levé comme un seul homme. Les orateurs ont expliqué que d'ici peu il ne sera plus possible pour la présidente Park de se maintenir au pouvoir.



Lors de la tribune libre tenue au square Mel Lastman, divers orateurs ont condamné le régime Park pour avoir tourné le dos aux intérêts du peuple. Ils ont fait valoir plus particulièrement le désastre du ferry Sewol à bord duquel près de 400 étudiants ont perdu la vie, une conséquence directe des compressions budgétaires dans la sécurité maritime et dans les investissements dans la sécurité et la réglementation. Ils ont condamné la présidente Park d'avoir abandonné son poste au moment du désastre et de n'avoir assumé aucune responsabilité pour ce crime d'État.

La seconde action a eu lieu deux semaines plus tard avec une participation encore plus grande partout au Canada et des actions non seulement à Toronto mais à Montréal, Ottawa, Edmonton et Vancouver. Des manifestations ont aussi eu lieu dans plusieurs villes des États-Unis et partout dans le monde.

À Toronto, il y a eu d'abord au programme la projection du film *Spy Nation* (2016) dont le sujet porte sur la campagne de terreur menée au cours de plusieurs décennies par l'État de la Corée du sud qui a ciblé des gens innocents qu'on accusait d'être des espions à la solde de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le documentaire fait valoir que cette campagne ne visait qu'à supprimer la dissension politique en Corée du sud et à transformer le pays en un État policier, tout en entretenant une hystérie anticomuniste contre la RPDC dans le but de perpétuer la division de la Corée. Cette campagne de terreur a mené à la torture, l'emprisonnement et l'assassinat en toute impunité d'un grand nombre de personnes. Récemment, même des « transfuges » venant de la Corée du Nord ont été arrêtés, accusés d'espionnage et brutalisés. Suite au documentaire, il y a eu une période de questions avec le réalisateur en Corée du sud via *Skype*.

Après le film, un groupe de cinq percussionnistes a marché à la tête de près de 200 personnes qui se sont rendues à la station de métro Finch, à North York. Plusieurs passants ont vu la manifestation et certains ont décidé de s'y joindre.

À la fin de la marche, il y eu une tribune libre où plusieurs personnes sont intervenues. Une jeune femme a rappelé que dans les années 80 ce sont les actions organisées du peuple qui ont sonné la fin de la dictature militaire de Chung Foo Hwan et qui avait ouvert la voie à la démocratie et qu'aujourd'hui, le mouvement populaire pour les droits politiques allaient certainement mettre fin au régime de Park Guen-hye et son emprise sur la Corée du sud. Un des jeunes qui a pris le micro a parlé de son expérience en tant que jeune travailleur exploité au Canada et d'un jeune collègue qui s'est enlevé la vie en raison de l'exploitation, l'humiliation et le harcèlement sexuel.

Les organisateurs planifient d'autres actions afin de créer un espace pour les gens d'origine coréenne et leurs alliés au Canada afin de s'unir et lutter pour le changement en Corée du sud et partager leurs expériences en tant que citoyens et résidents canadiens.



---

## **La RPDC rejette l'injuste tentative de l'isoler et de violer les droits humains de ses citoyens**

Le 30 novembre, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) adoptait la résolution 2321, la sixième sanction injuste et provocatrice contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) pour avoir mené un essai nucléaire le 9 septembre cette année.

La résolution a été adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU sans que la RPDC n'ait eu



l'occasion de se défendre, tel que requis par l'Article 31 de la Charte de l'ONU. Elle fait suite aux Résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013) et 2270 (2016), toutes ciblant la RPDC pour son « programme d'armes nucléaires » qui « menace la paix et la sécurité internationale » tout en fermant les yeux sur les programmes d'armes nucléaires de l'Inde, du Pakistan, d'Israël et autres États membres de l'ONU -- pour ne pas mentionner les gigantesques stocks d'armes nucléaires des États-Unis, de la Russie, de la Chine, de la Grande-Bretagne et de la France, les membres permanents de l'ONU qui continuent de construire leurs arsenaux d'armes nucléaires qui présentent une bien plus grande menace à la « paix et la sécurité internationale » que la RPDC.

Plus précisément, les États-Unis ont accumulé des armes nucléaires dans et autour de la péninsule coréenne depuis 1958 et ont ouvertement menacé la RPDC de frappes nucléaires préventives. Dans le contexte de ces faits simples, la

Résolution 2321, comme toutes les autres résolutions du CSNU ciblant la RPDC, est une violation flagrante des droits de la RPDC en tant qu'État membre souverain indépendant de l'ONU et un acte d'agression contre elle. En outre, elle continue de violer les droits humains par les grandes puissances contre la RPDC et son peuple, incluant le droit de ce petit pays de vivre dans la paix, la stabilité et la sécurité -- la condition préalable à la jouissance de tout autre droit -- le droit imprescriptible inviolable de toutes nations et de tous peuples.



En réponse à cette dernière attaque contre sa souveraineté, la RPDC a condamné la résolution et demandé son retrait. Le 6 décembre, Ja Song Nam, ambassadeur et représentant permanent de la RPDC aux Nations unies, a envoyé une lettre à Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, lui demandant d'expliquer par écrit sur quelle base légale le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté cette résolution étant donné que l'Article 39, chapitre 7 de la Charte de l'ONU stipule que « le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux Articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »

De plus, la lettre demande si les tests nucléaires et les lancements de fusées balistiques de la RPDC sont considérés « une menace contre la paix, alors pourquoi les tests nucléaires et les lancements de missiles balistiques menés par les puissances nucléaires incluant les États-Unis des milliers de fois n'ont pas été questionnés en tant que menace à la paix et la sécurité internationale ? » L'ambassadeur Ja a rappelé au secrétaire général qu'il a envoyé une lettre similaire il y a six mois en mai et n'a pas reçu la courtoisie d'une réponse.

*LML* appelle toutes les personnes éprises de paix et de justice d'être avec la RPDC et condamne cette dernière sanction unilatérale et provocatrice visant à causer plus de difficultés pour le peuple et le gouvernement de la RPDC. La situation politique instable dans la péninsule coréenne est entièrement le fait des impérialistes américains et leurs alliés depuis leur division militaire de la Corée depuis la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à maintenant.

De tous les États membres de l'ONU, la RPDC est celui qui a fait face aux plus longues sanctions économiques et politiques. Les sanctions économiques et politiques lui sont imposées depuis le 28 juin 1950, suivant immédiatement l'éclatement de la guerre de Corée. Depuis leur défaite

dans la guerre de Corée (1950-53) aux mains de l'Armée populaire de Corée menée par Kim Il Sung, les États-Unis ont cherché à se venger en imposant des sanctions sous divers faux prétextes et en organisant activement pour un changement de régime dans ce pays, incluant par la menace d'une guerre nucléaire préventive.

De plus, les gouvernements américains successifs ont refusé de signer un traité de paix avec la RPDC pour mettre une fin formelle à la guerre de Corée et pour ouvrir des perspectives de relations normalisées. Ce seul fait indique à tous ceux qui se basent sur l'objectivité de considération qui est l'agresseur dans la péninsule coréenne.

Face à cette insécurité et ces menaces des États-Unis et leurs alliés, incluant le Canada, la RPDC a pris des contre-mesures pour exercer son droit à l'autodétermination en tant qu'État souverain indépendant. Elle a établi son programme d'armes nucléaires par nécessité, pas par désir. La direction de la RPDC a à plusieurs occasions déclaré sans équivoque qu'elle préférerait utiliser ses ressources financières limitées pour les programmes sociaux et le développement économique, mais a été forcée de prendre de telles mesures pour affirmer sa souveraineté. Ces nouvelles sanctions ne créeront que plus de difficultés pour le peuple et constituent une violation des droits humains des résidents de la RPDC.

Dans le monde d'aujourd'hui, où les grandes puissances ont détruit les arrangements internationaux post-guerre tels l'ONU ; où les États-Unis et autres grandes puissances agissent avec impunité avec « pouvoirs de police », contournant les principes de la Charte de l'ONU et du droit international ; où tout pays qui ne peut se défendre est une cible légitime pour les États-Unis et ses alliés — que doivent faire les petits pays comme la RPDC ? Ils n'ont de choix que de se défendre et compter sur leurs propres efforts pour garantir leur droit d'exister ou risquer d'être mangés vivants.



*LML* appelle les Canadiens à ne pas être la proie de la désinformation répandue par les puissances impérialistes sur quels pays constituent des « menaces pour la paix et la sécurité mondiale ». Les faits montrent que ce sont les États-Unis qui ont gardé la Corée divisée, qui se sont ingérés dans les affaires du peuple coréen, causant une crise après l'autre, en particulier dans le sud, qui ont saboté le mouvement pour la réunification pacifique de la

Corée et militarisé la Corée du sud, y compris en construisant le système de défense antimissile balistique contre le souhait de l'écrasante majorité des Coréens et des peuples de la région. Les conclusions justifiées doivent être tirées de ces faits, à savoir que la RPDC n'est pas la source de tensions dans la péninsule coréenne ni une menace pour la paix mondiale.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**